



## **CCTP LOT 00 - CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS**

### **MAITRISE D'OUVRAGE :**

#### **MINISTERE DE LA JUSTICE TRIBUNAL JUDICIAIRE**

0 place Lucien Germereau  
36000 CHATEAUROUX  
Tél. : 02.54.60.35.35.

#### **ASSISTANCE MAITRISE D'OUVRAGE :**

##### **SAMOP**

52 Grand' Rue  
86370 VIVONNE  
Tél. : 05.49.60.86.99.

### **BUREAU DE CONTROLE :**

#### **BUREAU VERITAS**

19 avenue Pierre de Coubertin  
36000 CHATEAUROUX  
Tél. : 02.40.92.07.12.

### **COORDONATEUR SPS :**

#### **CABINET VERLIAT**

1 rue du Champ de Foire  
18290 MAREUIL-SUR-ARNON  
Tél. : 02.48.69.80.95.

### **MAITRISE D'ŒUVRE :**

#### **PRESLES ARCHITECTURE - Architecte**

2 allée de la Pointerie  
36230 MERS-SUR-INDRE  
Tél. : 06.98.99.07.11  
Email : clemence@preslesarchitecture.fr

#### **LARBRE INGENIERIE**

16 allée Charles Dickens  
36000 CHATEAUROUX  
Tél. : 02.54.07.79.98.  
Email : catherine.heron@larbre-ingenierie.fr

#### **CRESCENDO CONSEIL - OPC & Economiste**

17 place Sainte-Hélène  
36000 CHATEAUROUX  
Tél. : 02.18.47.72.52  
Email : [ludovic.orzakiewicz@crescendo-conseil.org](mailto:ludovic.orzakiewicz@crescendo-conseil.org)

## SOMMAIRE

<b>0.1</b>	<b>PRÉAMBULE .....</b>	<b>0-1</b>
<b>0.2</b>	<b>OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX.....</b>	<b>0-3</b>
<b>0.3</b>	<b>SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS.....</b>	<b>0-11</b>
<b>0.4</b>	<b>ÉTUDES PRÉPARATOIRES .....</b>	<b>0-29</b>
<b>0.5</b>	<b>INSTALLATIONS.....</b>	<b>0-32</b>
<b>0.6</b>	<b>SÉCURITÉ ET CONTRAINTES SUR SITE.....</b>	<b>0-35</b>
<b>0.7</b>	<b>COORDINATION TECHNIQUE.....</b>	<b>0-49</b>
<b>0.8</b>	<b>MISE EN ŒUVRE DES MATÉRIAUX.....</b>	<b>0-52</b>
<b>0.9</b>	<b>DÉPENSES COMMUNES INTER-ENTREPRISES .....</b>	<b>0-55</b>
<b>0.10</b>	<b>LIVRAISON DES OUVRAGES.....</b>	<b>0-60</b>

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

# 0 CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

## 0.1 PRÉAMBULE

Ce cahier est un document qui complète les Devis Descriptifs des différents lots, et ne peut, en tout état de cause, être dissocié de ces documents. Dans le cas de manque de concordance entre ces divers documents, les descriptifs particuliers à chaque corps d'état ont priorité sur ce cahier.

### 0.1.1 DÉFINITION DE L'OPÉRATION

#### 0.1.1.1 OBJET DE L'OPÉRATION

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), établi pour chaque corps d'état, a pour objet de définir les travaux de réalisation mise aux normes accessibilité PMR.

#### 0.1.1.2 DÉCOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS

Les travaux sont décomposés en corps d'état listés ci-dessous et définis par les documents dont la liste figure dans le dossier de consultation des entrepreneurs.

L'ensemble des travaux de la présente opération est divisé en **6** lots, à savoir :

**Lot 01 : Gros-œuvre**

**Lot 02 : Menuiseries intérieures / Plâtrerie**

**Lot 03 : Peinture / Signalétique**

**Lot 04 : Ascenseur**

**Lot 05 : Plomberie**

**Lot 06 : Electricité**

#### 0.1.1.3 ÉTUDE ET INTERPRÉTATION DU CCTP

##### 0.1.1.3.1 Étude et lecture du CCTP

Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de la présente opération est constitué de plusieurs documents, à savoir :

- les Clauses communes à tous les lots : présent document ;
- les Cahiers des clauses techniques particulières : un document par lot.

L'ensemble de ces documents même matériellement dissociés, constitue un ensemble et forme le CCTP contractuel. Ce CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur sur l'acte d'engagement, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

Les entreprises participant à la présente opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le CCTP contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant et notamment les CCTP de tous les lots. À ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas une entreprise ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le CCTP contractuel.

En tout état de cause, il est précisé que dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort du maître d'œuvre.

Le CCTP a pour but de renseigner les entreprises sur la nature des travaux à exécuter. Les indications n'ont pas un caractère limitatif. Dans le cadre du présent marché, chaque entrepreneur doit l'intégralité des travaux impératif à l'achèvement

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

complet des ouvrages et au fonctionnement parfait des équipements sans exception, ni réserve, sont également indispensables, ceux satisfaisant aux exigences de la réglementation en vigueur, même si le CCTP ne les décrit pas ou si les indications (cotes ou autres) portées au CCTP ou aux documents graphiques doivent, pour atteindre ce résultat, présenter des modifications. Le CCTP et les documents graphiques se complètent réciproquement.

Chaque entreprise d'un ou plusieurs lots du présent marché devra donc réaliser les travaux indispensables à l'achèvement des ouvrages en accord avec le maître d'œuvre. Chaque entreprise est tenu pendant son étude d'informer par écrit la maîtrise d'œuvre, de toutes difficultés d'interprétation ou toutes discordances éventuellement rencontrées entre le CCTP et les documents graphiques d'une part, entre ces mêmes documents et les prescriptions des règlements ou particularités des ouvrages à exécuter d'autre part (discordances pouvant nuire à leur parfaite réalisation).

Les ouvrages pour lesquels certaines dispositions des documents graphiques et du CCTP pourraient soulever des divergences d'interprétations d'ordre technique ou architectural, seraient exécutés conformément aux décisions de la maîtrise d'œuvre sans entraîner de modifications du prix global forfaitaire du marché. Tout ouvrage propre aux documents graphiques et non décrit dans le présent CCTP est formellement dû et vice-versa. Chaque entreprise devenant l'entreprise d'un ou plusieurs lots du présent marché a pour obligation d'étudier et de lire, dans son intégralité, le CCTP et l'ensemble des documents du dossier et cela afin de proposer une cohérente et ne modifiant pas les autres qui y sont liés.

### 0.1.2 CONNAISSANCE DES LIEUX

Chaque entreprise d'un ou plusieurs lots est réputé par le simple fait d'avoir remis son offre :

- s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- d'avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux ainsi que des conditions générales et particulières qui y sont liées ;
- d'avoir pris connaissance sur l'ensemble des possibilités dites d'accès, de son d'installations de chantier, du stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- d'avoir pris tous les renseignements utiles concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.
- d'avoir constaté la position et l'état des ouvrages existants,
- vérifier la possibilité du positionnement :
- ainsi, chaque entreprise est réputé d'avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit exercer une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Il ne pourra par la suite d'arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

### 0.1.3 DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)

#### 0.1.3.1 LECTURE ET INTERPRÉTATION DU CADRE DE BORDEREAU

##### 0.1.3.1.1 Lecture et étude cadre de bordereau

Un cadre de bordereau (DPGF) est joint au dossier de consultation avec les quantités du maître d'œuvre qui sont données à titre indicatif et il servira de guide à la remise de prix des entreprises d'un ou plusieurs lots. Ce cadre de bordereau énumère les diverses unités d'œuvre employées dans la construction.

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) est un document qui décompose les différents éléments entrant dans le prix forfaitaire d'une prestation à réaliser par lot de chaque entreprise.

La DPGF a une valeur contractuelle et est annexée à l'acte d'engagement. Elle permet de déterminer le coût global des travaux et de faciliter la comparaison des offres des entreprises.

Il appartient à chaque entreprise de vérifier les quantités du maître d'œuvre, elles ne sont pas contractuelles, seuls les prix des postes sont contractuels.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### 0.2 OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX

#### 0.2.1 CONNAISSANCE DES LIEUX

##### 0.2.1.1 RECONNAISSANCE ET VISITE DES LIEUX

Les entreprises du présent marché sont réputés par le fait d'avoir visité le site et remis leur offre :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- d'avoir eu connaissance de tous les plans et documents graphiques et écrits nécessaires à la description et à la compréhension du projet ;
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées, ainsi que de toutes les indications sur les plans annexés au présent projet ;
- avoir pris parfaite connaissance de l'état du terrain qui leur sera livré ;
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé les entreprises du présent marché sont ainsi réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit exercer une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucune entreprise d'un ou plusieurs lots ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

Les réserves éventuelles devront être formulées au moment de la soumission. Il est précisé qu'aucune contestation ne sera prise en compte après la notification du marché.

Un état des lieux contradictoire sera dressé en présence du maître d'ouvrage et d'un huissier. Les honoraires et le référé préventif en début d'opération seront à la charge du maître d'ouvrage et cela avant le démarrage des travaux.

Les entreprises du présent marché devront prendre toutes précautions et mesures de protection des personnels, y compris celles environnementales et notamment en ce qui concerne le bruit.

En fonction de leur lot, chaque entreprise est réputé avoir, au préalable avoir pris connaissance du plan de masse, de tous plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que du site, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages ou de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux, apprécié toutes les conditions d'exécution et s'être rendu compte de leur importance et de leurs particularités, procédé à une visite détaillée des lieux, terrains et constructions diverses, et pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transports, lieux extraction de matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinages, etc.), et contrôlé toutes les indications des documents lui sont remis (pièces écrites, documents graphiques), recueilli tous renseignements complémentaires éventuels auprès de la maîtrise d'œuvre et pris toutes indications utiles auprès des Services Publics ou de caractère public (Services municipaux, Services des eaux, électricité et gaz de France, Orange, La Poste, etc.) et concessionnaires divers. Aucun supplément ne sera accordé pour travaux supplémentaires dus à une connaissance imparfaite des ouvrages existants.

##### 0.2.1.2 PROTECTION DES EXISTANTS

###### Protection des ouvrages existants

Avant toute exécution de travaux des existants, chaque entreprise d'un ou plusieurs lots devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles et nécessaires pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommage des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

De principe c'est l'entreprise du lot de gros-œuvre qui doit (sauf stipulation contraire dans le CCTP), pendant toute la durée des travaux, la protection mécanique contre les ébranlements et les chocs des arêtes et des saillies, contre les épaufrures et contre la dessiccation et le gel des divers revêtements avant la mise en service et l'enlèvement de la protection en fin de chantier. En outre, il doit la réfection des ouvrages défectueux constatés soit en cours de travaux, soit à la réception.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux qui sont utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne sont pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- les revêtements de sols et plus particulièrement ceux qui sont en tapis textile, moquette, parquets, ainsi que ceux en

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

marbre ou en pierre, le cas échéant ;

- les escaliers et plus particulièrement ceux en bois, et ceux qui sont avec revêtements textiles et moquette ;
- les ouvrages en bois apparent, le cas échéant ;
- les appareils sanitaires et robinetteries.

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

### **Mesures de conservation des ouvrages existants**

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Ils pourront être, selon le cas, des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par film plastique, des écrans anti-poussières, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Les ouvrages de protection communs seront à mettre en place par l'entreprise du lot de gros œuvre.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par l'entreprise qui lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'entreprise concerné et cela en début de travaux.

Dans le cas contraire, l'entreprise incriminé aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

### **Prises en charge des frais de protection des existants**

Les frais de toutes les protections seront à la charge de toutes les lots intervenant à l'intérieur du bâtiment, au prorata du montant de leurs marchés respectifs.

### **États des lieux**

Le maître d'ouvrage fera établir un état des lieux des existants avant le début des travaux et après finition de ceux-ci.

Cet état des lieux sera établi par huissier, en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et des entrepreneurs concernés.

Chaque entreprise doit dès sa visite sur site toutes les investigations complémentaires qu'il jugera utiles pour apprécier l'état des bâtiments mitoyens ainsi que l'état des abords et reste seul responsable des désordres qui pourraient intervenir en cours de chantier ou ultérieurement.

Les frais de ces états des lieux seront supportés par les entreprises et portés au compte prorata.

### **Documents graphiques**

Les documents graphiques sont des documents d'origine de la construction, ils sont donnés à titre strictement indicatif et n'ont aucune valeur ou caractère contractuel.

### **Dimensions des existants**

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel.

Il en est de même pour ce qui est des côtes et dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Les entreprises sont contractuellement réputées avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot.

Au moment des travaux, les entreprises procéderont sous leur seule responsabilité, à la totalité des levés de cotes qui leur sont nécessaires.

### **Travaux de dépose et de démolition**

Les travaux de démolition ne font l'objet d'aucun DTU, ni CCTG et aucun document de référence contractuel ne peut être cité.

Les travaux de démolition devront en revanche respecter strictement les spécifications des « Spécifications techniques générales », les différentes réglementations les concernant et notamment :

- les prescriptions du permis de démolir, coordonnateur sécurité et protection de la santé ;
- les réglementations locales concernant les démolitions ou, à défaut, les instructions des services publics concernés et notamment du permis de démolir ;
- toutes les réglementations concernant la sécurité, l'hygiène et la sécurité sur les chantiers, la protection de l'environnement, les limitations des bruits de chantier, etc.



## **CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS**

Chaque entreprise sera censée être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels applicables aux travaux de son marché, s'être rendue sur place et avoir effectué une visite détaillée des lieux pour établir leur offre.

### **Coupures des fluides - Consignation des réseaux**

Il appartiendra à l'entreprise du lot fluides de prendre ainsi contact en temps voulu avec les services techniques de la ville, les services concessionnaires et les entreprises des lots techniques concernés, avant tous travaux de déposes ou de démolitions, pour s'assurer que les coupures des fluides ont bien été effectuées et que les bâtiments sont bien isolés des réseaux.

Une attestation de bonne exécution de ces coupures de fluides sera exigée.

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soins pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose, tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix des adjudicataires qui devront les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

### **Matériaux et matériels de récupération**

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par chaque adjudicataire dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix du marché.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, chaque entreprise aura la liberté de récupérer tous les matériaux de son choix, mais il devra les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à chaque entreprise dans leur lot respectif et qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

### **Échafaudages - Agrès - Protections - Etc.**

Les prix du marché comprennent implicitement tous les échafaudages, agrès, etc., nécessaires pour réaliser les travaux, ainsi que tous les garde-corps, garde-gravois, platelages, écrans et tous autres nécessaires pour assurer la sécurité.

### **Emploi de gros engins mécaniques**

Compte tenu des conditions du chantier, l'attention de l'entreprise du lot de gros œuvre est attirée sur le risque que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution de certains travaux.

À ce sujet, il est formellement spécifié que l'emploi de tels engins ne devra en aucun cas :

- causer des vibrations telles qu'elles seraient perceptibles dans les constructions voisines ;
- entraîner par suite des manœuvres et des vibrations des désordres, si minimes soient-ils, aux existants.

### **Bruits de chantier**

Compte tenu des conditions du chantier, il devra être apporté une attention particulière aux bruits de chantier.

Les entreprises d'un ou de plusieurs lots du présent marché devront veiller à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et ils auront à prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux entreprises de chaque lot de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix des marchés.

### **Stockage de matériaux sur les planchers existants**

Aucun stockage de matériau et aucun atelier de chantier ne devra être établi sur les planchers existants.

En ce qui concerne le stockage de matériaux à court terme, qui est pour certains travaux indispensable à leur avancement normal, il appartiendra à chaque entreprise d'un ou de plusieurs lots du présent marché de prendre toutes dispositions pour éviter que les planchers existants prennent une flèche, si minime soit-elle.

En cas de non-respect par l'entreprise de cette prescription, le maître d'œuvre pourra immédiatement prendre les mesures qui s'imposent, aux frais de l'entreprise du lot responsable.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### **Prescriptions particulières aux travaux de gros œuvre dans existants**

Pour l'exécution des travaux de reprises en sous-œuvre, de percement de baies, etc., l'entreprise du lot de gros œuvre devra prendre toutes dispositions et précautions nécessaires pour éviter tous désordres, si minimes soient-ils, aux ouvrages existants. Il devra notamment :

- exécuter tous étalements et étré sillonnements avant les travaux ;
- procéder aux reprises par petites parties ;
- obtenir un serrage parfait des nouvelles maçonneries sous celles existantes par mise en œuvre de coins de serrage ou par tout autre procédé.

Il est bien entendu que chaque entreprise d'un ou de plusieurs lots du présent marché aura à supporter toutes les conséquences de désordres qui apparaîtraient sur les ouvrages existants en cours d'exécution des travaux ou après finition de ceux-ci.

Tous les frais consécutifs aux prescriptions du présent article font intégralement partie du prix forfaitaire du lot gros œuvre.

### **Maintien en état des voies, réseaux, etc.**

L'entreprise du lot de gros œuvre désigné principal, sera responsable du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures, et installations de toutes natures, publics ou privés, affectés par les travaux du chantier. Il devra de ce fait faire procéder à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyages nécessaires. Il devra de même permettre le passage de la circulation générale ou locale, l'exécution des services publics, ainsi que l'écoulement des eaux superficielles.

Cette entreprise est nommément désigné dans le CCTP devra dans tous les cas prévenir les propriétaires fermiers ou concessionnaires intéressés et signaler suffisamment tôt au maître d'ouvrage les permissions, arrêts ou dérogations qu'il y aurait lieu de solliciter des pouvoirs publics. Il devra, à ses frais, assurer le placardage de ces textes et mettre en place la signalisation correspondante.

Ledit entreprise dénommé ci-dessus ne saurait se prévaloir à l'encontre de la responsabilité du présent article des renseignements qui pourraient être portés aux diverses pièces du dossier de consultation qui sont réputés n'être fournis qu'à titre indicatif. Il sera tenu de les vérifier et de les compléter à ses frais par tous sondages nécessaires.

L'entreprise fera, le cas échéant, son affaire de la répartition des frais découlant des obligations du présent article, entre les différents adjudicataires des autres lots intervenant sur le chantier en fonction de leur responsabilité quant à la cause de ces frais.

### **Percements - Scellements - Rebouchages - Raccords - Etc.**

Tous les percements, trous de scellements, tranchées, saignées, scellements, rebouchages, etc., dans les murs, cloisons, planchers, etc., existants, nécessaires pour les travaux, seront réalisés par l'entreprise de ce corps d'état.

L'entreprise aura également à réaliser les raccords de plâtre ou autres, selon le cas.

### **Percements - Trous de scellement - Tranchées - Saignées - Etc.**

Ces percements, passages, trous de scellement, tranchées, saignées, etc., devront être exécutés avec toutes les précautions requises afin de ne pas détériorer les ouvrages existants.

Les percements devront être réalisés aux dimensions minimales nécessaires en fonction des diamètres des tuyaux ou fourreaux pour lesquels ils sont prévus.

### **Scellements**

Dans le cas général, les scellements se feront au mortier de ciment et sable fin. Les cales en bois dans les scellements sont interdites.

Dans le cas de scellement dans les parois extérieures en matériaux isolants, le scellement devra, dans la mesure du possible, être réalisé avec des matériaux identiques.

Dans les éléments montés au plâtre et ceux enduits au plâtre, les scellements se feront au plâtre.

### **Rebouchages**

Mêmes prescriptions que pour les scellements en ce qui concerne les matériaux à employer.

### **Fourreaux**

Les fourreaux seront soit en tube PVC.

Ils seront de diamètre immédiatement supérieur à celui des tuyaux pour lesquels ils sont prévus, sauf au cas où, pour des raisons de dilatation, un jeu plus important doit être prévu.

Dans les locaux susceptibles d'être lavés à l'eau, le fourreau devra dépasser le niveau du sol fini de 15 mm.

Dans tous les autres cas, leur longueur devra être telle que leur extrémité affleure le nu fini de l'ouvrage dans la mesure



## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

du possible, mais en aucun cas, il ne sera toléré des fourreaux en retrait par rapport au nu fini de l'ouvrage.  
Dans le cas où un isolement phonique est nécessaire entre locaux, le vide entre le fourreau et le tuyau devra être bourré avec un matériau isolant.

### **Raccords**

Les raccords seront toujours réalisés en matériau strictement de même nature que le parement concerné.  
La finition des raccords devra être parfaite, leur arasement strictement au même nu, aucune marque de reprise ne devra être visible, etc.

### **Raccords de peinture et de papiers peints**

Sur les parois et plafonds conservés dans leur état actuel, les raccords de peinture seront à la charge de l'entreprise du lot peinture ainsi que les raccords de papier peint ; à défaut de papier peint d'origine disponible, ceux-ci seront à réaliser par peinture d'un ton adapté.

### **Nettoyages**

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et les entreprises devront prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

En fin de travaux, les entreprises d'un ou de plusieurs lots du présent marché devront enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

En résumé, les entreprises de chaque lot devront, en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel ils les ont trouvés au démarrage du chantier.

Les frais de ces nettoyages resteront à la charge de chaque entreprise sauf les frais des nettoyages en fin de travaux qui seront à la charge de l'entreprise étant intervenu à l'intérieur du bâtiment, au prorata du montant de leurs marchés respectifs.

En cas de non-respect par les entreprises de leurs obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par un intervenant extérieur de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles des entreprises d'un ou de plusieurs lots du présent marché, et aux frais de ces derniers.

### **Nettoyage en fin de chantier**

Le nettoyage sera réalisé en trois phases :

**Phase 1.** Avant opérations préalables à la réception (OPR)

- dépoussiérage, balayage, enlèvement des protections pour l'ensemble des locaux, vitrage, matériel et équipements, afin de permettre le contrôle quantitatif et qualitatif des ouvrages, appareils, châssis, etc.

**Phase 2.** Après levée des réserves d'OPR et avant réception

- nettoyage final et complet de l'ensemble des locaux, appareils, vitres, équipements, etc., pour la livraison des locaux au maître d'ouvrage.

**Phase 3.** Après levée des réserves suivant la réception

- nettoyage des locaux et des accès au lieu des levées de réserves.

### **De manière quotidienne**

Tout chantier devant impérativement, afin de travailler sereinement, être propre et ordonné, le maître d'œuvre aura tout pouvoir pour faire intervenir un intervenant extérieur spécialisé dont la prestation sera imputée, et ce en cas de défaillance constatée dans le délai de 24 h après demande du maître d'œuvre des entreprises incriminées du présent marché (pour leur non-intervention).

### **Sortie et enlèvement des matériaux de démolition et gravois**

Chargement par tous moyens et enlèvement du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux de démolition du présent lot, de tous les matériaux, tous les gravois et décombres, bois, métaux, etc.

Transport par tous moyens et à toute distance, lieu de dépôt au choix de chaque entreprise et cela dans le cas où il n'est pas mis à disposition de bennes appropriées aux divers matériaux, pour élimination en centre de stockage des déchets ultimes (CDSU) classe 1, 2 ou 3 ou en décharge contrôlée, en fonction de la classification des gravois. L'entreprise aura à sa charge tous frais de droit de décharges et autres sujétions.

Tous les travaux prévus au marché comprennent implicitement le ramassage, la descente ou la montée et la sortie hors de la construction de tous les matériaux, matériels et équipements déposés ou démolis.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

Ils comprennent également, sauf spécifications contraires explicites, l'enlèvement hors du chantier comprenant :  
- chargement par tous moyens et enlèvement hors du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.  
Lieu de dépôt reste au choix de l'entreprise à toute distance et (sera compris dans le détail du prix du m3 en fonction du type de son offre), tous droits de décharge ou autres étant à la charge de l'entreprise du présent marché

### **Gestion et collecte sélective des déchets**

La production de déchets à la source peut être réduite :

- par le choix de systèmes constructifs (composants préfabriqués, calepinage...) générateurs de moins de déchets ;
- en préférant la production de béton hors du site ;
- en privilégiant la préfabrication en usine des aciers.

Les gravats de béton peuvent être réduits par une bonne préparation du chantier, des plans de réservation et des réunions de synthèse qui évitent les repiquages au marteau-piqueur après coup.

Les déchets de polystyrène doivent être supprimés par la réalisation des boîtes de réservation en d'autres matériaux.

Les chutes de bois sont limitées par la généralisation de coffrages métalliques et par le retour aux fournisseurs des palettes de livraison.

Les emballages sont contrôlés et limités dans leur quantité dès la passation des marchés avec les fournisseurs.

Les pertes et les chutes seront réduites par une optimisation des modes de conditionnement.

### **Remise en état des lieux**

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- chaque entreprise d'un ou plusieurs lots du présent marché enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais ;
- l'entreprise du lot de gros-œuvre ou dit aussi principal aura en plus à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier ;
- L'entreprise du lot gros-œuvre aura également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier, etc., réalisés par ses soins en début de chantier.

Il est d'autre part stipulé que tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des entreprises ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entreprises resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers.

## **0.2.2 PRISE DE CONNAISSANCE DU PROJET**

### **0.2.2.1 VÉRIFICATION DES DOCUMENTS**

#### **0.2.2.1.1 Vérification des pièces écrites**

Chaque entreprise participant à la consultation est soumise à des obligations légales et réglementaires. Ainsi, il admet avoir une parfaite et totale connaissance du projet par le seul fait de soumissionner, non seulement il doit connaître les pièces contractuelles de son propre corps d'État mais également tous les documents ayant une incidence sur son propre lot et de ceux ayant un lien direct avec son lot ou de ses lots.

En ce qui concerne la vérification des pièces écrites dans les documents du maître d'œuvre, il est recommandé à chaque entreprise de vérifier attentivement les documents fournis par le maître d'œuvre et de lui signaler par écrit toute erreur ou omission dès que possible. Dans les cas d'un manque de pièces lors de l'édition des devis descriptifs qui ne lui auraient pas été remis intégralement dans la consultation, celles-ci peuvent à tout moment être consultées au bureau de la maîtrise d'œuvre et ou lui être envoyées par e-mail.

Après examen, il doit nécessairement signaler à la maîtrise d'œuvre tout élément susceptible d'exercer une influence sur l'établissement du projet définitif, faute de quoi il sera réputé s'être engagé à subvenir à toutes prestations de son domaine d'activité, obligatoires à la perfection de l'achèvement de l'œuvre même si celles-ci ne sont pas explicitement décrites ou dessinées. Il doit proposer également, en temps utile, à la maîtrise d'œuvre toutes modifications aux dispositions du projet qui permettraient d'améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble du bâtiment, sans que le prix forfaitaire soit modifié par une augmentation.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

Dans le cas où les dimensions mentionnées dans le devis descriptif différeraient de celles portées sur les plans, l'entreprise est tenue d'envisager pendant son étude la solution la moins onéreuse et elle est dite forfaitaire pour des ouvrages en parfaite finition. Il lui est fait également l'obligation et cela avant sa remise d'offre de faire par écrit toute remarque auprès du maître d'œuvre. Les entreprises retenues ne pourront plus prétendre à aucun supplément en s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et sur le CCTP pourraient se présenter inexacts, incomplets ou contradictoires après la remise de son offre.

### **0.2.2.2 COTES DE CONSTRUCTION**

Chaque entreprise du présent marché doit pendant la consultation prendre connaissance des prescriptions des lots ayant un lien direct avec le présent lot. Il doit vérifier la concordance entre les plans.

Les dimensions exactes des ouvrages à réaliser devront également tenir compte de la nature des façades qu'elles soient existantes ou à créer conformément aux plans et documents joints à l'appel d'offres. Et notamment pour les tolérances dimensionnelles, du traitement des points singuliers du présent lot avec les ouvrages avoisinants, de leur alignement, de leur fabrication et de leur mise en œuvre des éléments. Les cotes de construction seront relevées sur le chantier dans la mesure du possible par le titulaire suivant les possibilités du planning d'exécution des travaux TCE.

En effet, dans le cas où des travaux ont été réalisés avant son intervention et qu'il découvrirait, une anomalie soit au stade de son étude ou avant le début de ses travaux, il devra en informer immédiatement le Maître d'œuvre et de n'entreprendre ses travaux qu'après avoir eu l'aval du Maître d'œuvre. En cas de non-respect de cette prescription il ne pourra pas arguer d'une erreur ou omission pour demander un supplément de prix à son offre initiale.

### **0.2.3 SERVITUDES DE CHANTIER**

#### **0.2.3.1 CONTRAINTES PARTICULIÈRES**

Chaque entreprise d'un ou plusieurs lots du présent marché prendra en compte toutes les précautions et sujétions accessoires inhérentes aux servitudes du site, de l'environnement, du voisinage et des ouvrages ou installations techniques à préserver et feront en sortes de limiter les nuisances du chantier.

##### **0.2.3.1.1 Protection des existants suivant SPS**

La protection des existants pendant les travaux. Se conformer aux prescriptions du plan général de coordination et du coordonnateur sécurité CSPS.

##### **0.2.3.1.2 Nuisances sonores et poussières**

La limitation des nuisances du chantier vis-à-vis des immeubles mitoyens ou voisins. Cela concerne les nuisances sonores, les poussières et l'encombrement du trottoir et de la voirie. Chaque entreprise devra notamment réaliser les travaux bruyants dans des plages horaires à définir en concertation avec le maître d'ouvrage

##### **0.2.3.1.3 Accès et circulation**

Les accès et la circulation des piétons Le trottoir de la rue devra rester normalement libre et praticable. Toutes précautions seront prises tant en façade avant qu'en façade arrière pour assurer la sécurité des personnes. Chaque entreprise d'un ou plusieurs lots fera son affaire pour toute injonction éventuelle émanant des pouvoirs publics.

##### **0.2.3.1.4 Installations de chantier**

Les installations de chantier seront aménagées suivant le plan d'implantation du maître d'œuvre. Les emprises inévitables sur le trottoir pour les approvisionnements, le chargement des bennes à gravois et les branchements divers seront de toute manière soumises aux autorisations administratives requises et aux droits y afférent.

##### **0.2.3.1.5 L'exploitation d'une partie de locaux existants**

L'exploitation d'une partie de locaux existants pendant les travaux. Il faudra séparer le chantier, éviter les nuisances du chantier (bruit et poussière) et faire en sorte que les réseaux et installations techniques qui desservent les locaux existants soient opérationnels et permettent l'exploitation dans des conditions normales de sécurité.

## **0.2.4 RÉALISATION DES OUVRAGES**

### **0.2.4.1 OBLIGATION DES RÉSULTATS**

L'obligation de résultat est un concept juridique qui implique qu'une partie à un contrat s'engage à atteindre un résultat déterminé contractuellement. En cas de manquement à cette obligation, la partie défaillante engage sa responsabilité contractuelle.

Il n'existe pas de texte de loi unique qui détermine l'obligation de résultat. Cependant, l'article 1137 du Code civil français traite des vices du consentement dans le cadre d'un contrat et définit le dol comme étant le fait pour un contractant d'obtenir le consentement de l'autre par des manœuvres ou des mensonges, ou par réticence dolosive c'est-à-dire par silence intentionnel.

#### **0.2.4.1.1 Engagement pour la réalisation de l'ouvrage**

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entreprise devra exécuter l'ensemble de ses ouvrages en parfait état de finition suivant les plans de la consultation et conforme à son offre de prix. Il assurera également une parfaite coordination avec l'ensemble des autres titulaires des autres lots dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-dessous. Il est soumis à une obligation de résultat, c'est-à-dire.

Il est à noter que tous les plans joints au présent dossier marché représentent graphiquement certains principes en complément au présent document. Ces plans ont pour objet de situer les prestations du présent lot dans le présent projet. Ces plans sont dits des plans guides et ne font pas office de plans d'exécution. Les définitions techniques détaillées qu'ils contiennent et qui vont au-delà des principes exposés et elles ne sont qu'indicatives et non limitatives.

L'entreprise devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires, quelles qu'elles soient, pour obtenir ce résultat.

Lors de la mise en œuvre de ses ouvrages, l'entreprise devra respecter impérativement toutes les dispositions techniques, architecturales, géométriques ainsi que tous les documents qui lui ont été remis, de leurs annexes et dans les plans divers. Certaines techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages peuvent être omis dans le dossier, dans ce cas l'entreprise devra alors par son savoir-faire propre à son lot en faire la réalisation, et cela dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur au moment des travaux ;

L'entreprise devra proposer au maître d'œuvre ses plans d'exécution pour Visa avant tout démarrage de ses travaux et se reporter impérativement aux pièces générales du marché de ses annexes ainsi qu'aux documents dits particuliers de chacun des lots afin d'en avoir une parfaite connaissance.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### 0.3 SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entreprises devront implicitement et d'une façon générale :

- Toutes leurs installations de chantier ;
- La fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché ;
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- L'établissement des plans d'exécution dans les cas où ils seront à leur charge selon CCAP ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens de leurs ouvrages ;
- L'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux ;
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- La remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc. nécessaires pour respecter les délais d'exécution ;
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- Et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

Seront également compris dans les prix des entreprises les prestations mentionnées ci-après.

#### 0.3.1 GÉNÉRALITÉS

Les prestations des entreprises concernent la fourniture de la totalité de la main-d'œuvre, des matériaux, de l'équipement, des échafaudages, des accessoires, du transport et toutes sujétions non explicitement mentionnées mais strictement nécessaires pour mener à bien jusqu'à l'achèvement complet et en stricte conformité avec les présentes spécifications et les indications des plans applicables, la fourniture et la pose de tous les ouvrages décrits (voir descriptifs).

Chaque entreprise reconnaît avoir eu connaissance de tous les plans et documents du CCTP auquel il est joint des graphiques et écrits nécessaires à la description et à la compréhension du projet. Le présent chapitre donne des renseignements sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, dimensions, emplacements ladite description n'a pas un caractère limitatif et chaque entreprise du présent marché de travaux devra à la lumière de son étude exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux nécessités par sa profession et qui sont indispensables pour l'achèvement complet de son lot. Ainsi, en conséquence, l'entreprise ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions sur les plans et devis, qui puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son lot ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

Chaque entreprise consulté dans le présent marché de travaux est considéré comme homme de l'art et qu'il maîtrise parfaitement toutes les techniques propres à son corps d'État en ayant les qualifications exigées dans le CCTP.

Dans le cas où l'entreprise constaterait des omissions ou des anomalies, il devra aviser par écrit, le Maître d'œuvre au plus tard avant la signature des marchés, de toutes réserves et remarques de sa part quant aux descriptions contenues dans le présent devis et qui lui semblent incompatibles avec l'art de la bonne construction. Il devra le cas échéant motiver les raisons de ses réserves et proposer une ou des solutions de remplacement qui ne devront en aucun être la cause de travaux supplémentaires pour tous les lots ayant un lien direct avec son lot.

##### 0.3.1.1 TEXTES ET RÈGLEMENTS

Dans le présent marché de travaux, il est précisé à chaque commissionnaire que tous les ouvrages devront être conformes aux exigences des textes traitant de la construction en vigueur à la passation desdits marchés du présent projet et ces ouvrages seront considérés comme des ouvrages complets et cela même si dans le descriptif / DPGF, ils ne sont pas détaillés, de plus de leurs rappelés ci-après, que tous les documents ne sont pas reproduits dans le présent descriptif afin de ne pas être la cause d'un document trop volumineux et ils sont tous supposés connus de chaque entreprise, qu'il se doit de les respecter dans leur intégralité.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### Textes législatifs

- La constitution ;
- Les lois ;
- Le code de l'urbanisme et de l'habitation ;
- Le Code civil ;
- Le code du travail.

### Réglementaires

- Les décrets ;
- Les arrêtés ministériels ;
- Les arrêtés interministériels ;
- Les arrêtés préfectoraux ;
- Les arrêtés municipaux ;
- Les circulaires.

### Règles techniques

- Les normes françaises AFNOR ;
- Les documents techniques unifiés (D.T.U).
- Les règles ou recommandations professionnelles.
- Les règles ou recommandations des fabricants.
- Le permis de construire du bâtiment ou la déclaration de travaux.

Chaque entreprise devra s'assurer que ses ouvrages sont bien conformes aux prescriptions des textes, et éventuellement proposer au Maître d'œuvre toutes sujétions permettant de s'y conformer et cela sans que cela apporte des travaux supplémentaires aux autres lots ayant un lien direct avec le sien.

En effet, tous les matériaux non traditionnels employés devront avoir fait l'objet d'un avis technique accepté par la commission technique de la section. Le CCTP est là pour cadrer le projet et à faire une simple description des ouvrages, une insuffisance d'indications ne saurait justifier l'inobservation desdits prescriptions des documents ci-dessus.

### **0.3.1.2 CONDITIONS D'EXÉCUTION**

Les divers descriptifs constituant le présent document du projet donnent pour l'ensemble des lots tous les renseignements utiles sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, dimensions, emplacement. Mais l'ensemble de cette description n'a pas de caractère limitatif et l'entreprise devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux nécessités par sa profession et qui sont indispensables pour l'achèvement complet de son lot.

En conséquence, l'entreprise ne pourra par la suite arguer que des erreurs ou omissions sur les plans et descriptifs du maître d'œuvre, qui puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son lot ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

### **0.3.2 PRESTATIONS À LA CHARGE DES ENTREPRISES**

Outres celles spécifier dans chacun des lots, toutes les prestations de base sont à la charge de chaque entreprise et cela en fonction de leur lot et suivant le cadre spécifique de chacun des marchés Lot/Lot, elles comprendront implicitement :

- L'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations du chantier ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- La réception de l'état des supports en présence du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ayant réalisé les supports ;
- Le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception ;
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- L'établissement des plans d'exécution dans les cas où ils sont à sa charge selon le CCAP ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens des ouvrages ;



## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

- La main-d'œuvre qualifiée en fonction de la technicité du lot et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, etc. des ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement, de tous les plans "comme construit" pour la remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux ;
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérées ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complètent des travaux ;
- Les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- Le ramassage et la sortie des déchets et emballages ;
- Le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur ;
- Plans de récolement au format informatique (Dwg autres) et ou papier.

### 0.3.3 PRÉLIMINAIRES

L'entreprise devra réaliser toutes les actions préliminaires nécessaires à la réalisation de son lot ainsi que celles des autres lots en liens direct ou indirect.

#### 0.3.3.1 RECONNAISSANCE DES EXISTANTS - RÉHABILITATION

Les entreprises sont ainsi contractuellement réputée avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants :

- De l'état des autres ouvrages avant son intervention ;
- De la nature des différents matériaux constituant la couverture ;
- Et de tous les autres constats que pourront faire les entreprises.

Ainsi, toutes les offres des entreprises seront contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette visite de reconnaissance sur site, et comprennent explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les entreprises qui dans la première phase pourront alors faire cette reconnaissance sur site et effectuer tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles.

#### A. Procédure de la protection et sauvegarde des existants

Étant en travaux de réhabilitation tous les travaux du présent Lot sont à réaliser sur une construction existante "dite " occupée.

Les entreprises devront prendre toutes dispositions et précautions pour ne causer aucune détérioration si minime soit-elle aux existants lors de son intervention.

Elles seront seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc.

Point particuliers : dans le cas les travaux du présent Lot nécessitent de passer par l'intérieur des bâtiments il devra prendre toutes les dispositions pour pas causer aucun dommage aux sols textiles et moquettes, et aux parquets le cas échéant.

Ainsi, le maître d'ouvrage se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de réaliser des protections complémentaires.

Il en sera de même en ce qui concerne les espaces verts et abords qui ne devront en aucun cas subir des dégradations du fait des travaux.

En cas du non-respect des directives ci-avant par les entreprises en subiront toutes les conséquences éventuelles (financières de remise en l'état).

#### B. Nettoyages

Le nettoyage du chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et les entreprises devront prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

En ce qui concerne les gravais et déchets ils devront toujours être évacués au fur et à mesure hors du chantier.

En fin de travaux, les entreprises devront effectuer tous les nettoyages nécessaires.

En ce qui concerne les gravais et déchets ils devront toujours être évacués au fur et à mesure hors du chantier.

Pour résumer, les entreprises devront en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

Sanction : dans le cas du non-respect par les entreprises de ces obligations découlant des prescriptions du présent article, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, et à la charge de l'entreprise défaillante et cela sans mise en demeure préalable, sur le simple constat du non-respect des obligations contractuelles de l'entreprise.

## **CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS**

### **C. Choix des matériaux neufs mis en œuvre**

Tous les matériaux neufs mis en œuvre et dits concomitamment avec des matériaux anciens conservés ou réemployés devront toujours être de même type et modèle que les matériaux anciens, et cela dans la mesure du possible être de même provenance, et d'être compatibles entre eux.

### **0.3.3.2 IMPLANTATION - TOLÉRANCES**

L'entreprise est le seul responsable de la mise en œuvre de ses ouvrages et cela dans les limites des tolérances admises dans le DTU du présent lot.

En cas d'erreur entraînant des reprises d'ouvrage et retards du planning, celle-ci supportera en totalité les conséquences financières.

Il devra vérifier les zones de son intervention, ainsi que de tous les autres ouvrages en étroite relation avec les siens et notamment pour :

- Leur conformité aux DTU et règles de l'art ;
- Leurs implantations ;
- Leur altimétrie, entrant dans les limites des tolérances admises pour la mise en œuvre des divers matériaux employés à la réalisation du second œuvre.

### **0.3.3.3 DÉMARCHES ET AUTORISATIONS**

Il est précisé à l'entreprise que si dans le cadre du présent projet est le seul intervenant :

- Qu'il lui appartiendra d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes nécessaires auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux. Tous les frais en résultant qui seront compris dans son offre.
- Qu'il devra fournir les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

### **0.3.3.4 CONDITIONS TECHNIQUES IMPRÉVUES**

Dans le présent document, il est précisé aux divers entreprise de prendre en compte les dispositions du présent CCTP s'appliquent compte tenu de la connaissance du site et des données connues au moment de la remise des offres des entrepreneurs.

Si des conditions techniques imprévues, dans l'appréciation de la situation effectivement rencontrée ou dans l'état du sol ou du sous-sol (réseau par exemple), imposent une modification importante des conditions du marché, l'entreprise en avisera aussitôt le maître d'œuvre et lui soumettra les nouvelles dispositions techniques qu'il propose d'adopter.

### **0.3.3.5 CONDITIONS PARTICULIÈRES SPÉCIFIQUES AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION**

Le chantier ne sera ouvert qu'après autorisation régulière délivrée par les services compétents. L'entreprise devra respecter les heures légales d'ouverture du chantier qui lui auront été notifiées. En dehors de ces heures, aucun trouble ne devra être apporté à la tranquillité du voisinage.

### **0.3.3.6 PRISE DE POSSESSION DU SITE BASES CONTRACTUELLES**

#### **0.3.3.6.1 Intervention sur site existant**

L'entreprise devra suivant la date du démarrage de ses travaux, prendre possession dudit chantier dans l'état où il se trouve et il aura tous les constats contradictoires à effectuer sur les ouvrages existants et cela en présence d'un huissier, tant ceux qui sont à l'intérieur de l'emprise de l'opération que ceux qui sont mitoyens ou riverains, publics ou privés. Tous ces constats seront effectués avant tout démarrage des travaux et après leur achèvement. Il est précisé qu'en aucun cas les voiries ne devront être déformées lors de la circulation de divers engins et autres véhicules, dans le cas contraire, le titulaire du présent lot en devra la réfection et cela à ses frais et devra également mettre en œuvre la préparation et l'aménagement de l'emprise du chantier.

#### **0.3.3.6.2 Situation du chantier**

Les entreprises sont contractuellement réputées avoir parfaite connaissance de tous les critères et paramètres concernant l'implantation géographique du site, la situation, les dimensions, etc. du présent projet.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

Ils devront, compte tenu de leurs parfaites connaissances, procéder au contrôle des supports ayant un lien direct avec le présent lot et qu'ils répondent à la description faite dans DESCRIPTION DES TRAVAUX et de suppléer (\*) au éventuelles omissions et cela suivant les règles de l'art et DTU propres du présent lot.

(\*) Dans le cas contraire : l'entreprise établira son offre comprenant les incidences des modifications qu'il aura apportées pour rendre le projet conforme à la réglementation.

Elle établira son offre sur la base du projet remis et joindra, en annexe à cette offre, une seconde offre comprenant les incidences des modifications qu'il aura apportées pour rendre le projet conforme à la réglementation.

Si elle remet uniquement une offre sur la base du projet remis, cette offre sera réputée répondre à la réglementation en vigueur.

### **0.3.3.6.3 État du chantier**

Les travaux ne pourront être effectués que si les différentes conditions sont toutes satisfaites, sauf instructions différentes du maître d'œuvre. Ces différentes conditions à satisfaire sont énumérées dans le NF DTU du présent lot. Les travaux se feront en site occupé.

### **0.3.3.6.4 Côtes de construction**

Les dimensions exactes des ouvrages à réaliser devront également tenir compte :

- De la fonction qui leur a été attribuée sur les plans et documents de consultation et en particulier pour les tolérances de côtes qui peuvent être différentes suivant le type des matériaux ou des matériels utilisés ;
- De leur bonne position avec les autres types d'ouvrages avoisinants et cela afin de réaliser une mise en œuvre parfaite des divers matériaux ou des matériels du présent projet ;
- Les côtes définitives de construction des divers locaux elles seront relevées sur le chantier par les entreprises. En effet les cotes mentionnées sur les plans sont indicatives et en fonction de l'exécution propre des ouvrages de chaque lot.

### **0.3.3.6.5 Cantonnement, installation de chantier**

Le cantonnement de chantier est à la charge du lot Gros-œuvre, dans la zone mentionnée sur le PIC.

Pour information il comprend (voir lot gros œuvre) :

- Vestiaires, réfectoire, réunion
- Aires de stockage ouvertes ou fermées, sur cour, selon plan de cantonnement ;
- Clôtures de protection, portail d'accès. Droits de voirie à la charge du lot gros oeuvre ;

### **0.3.3.7 RESPONSABILITE VIS A VIS DES TIERS**

Les entreprises seront ainsi responsables jusqu'à l'achèvement des travaux :

- Du maintien en bon état des installations de toute nature effectuées ;
- Il devra en conséquence, prévoir toutes les mesures qui s'imposent afin de ne pas occasionner de dommages, ni de motiver de réclamations de quelque nature que ce soit de la part des tiers ;
- Dans les cas d'un préjudice quelconque à leur endroit, la réparation intégrale serait à la charge de l'entreprise du présent lot dans le cas express d'une non-connaissance du lot incriminé.

En aucun cas, la responsabilité du Maître d'Ouvrage ne pourra être recherchée.

### **0.3.3.8 REGLES DE CALCUL**

Elles ne sont pas énumérées, elles sont réputées connues par les entreprises, puis comme entreprise d'un ou plusieurs lots et ils sont réputés comme homme de l'art.

### **0.3.3.9 ETUDE PREALABLE**

Il appartiendra à chaque entreprise d'établir les plans de génie civil et autres, des réservations appropriées et desdits percements et autres nécessaires à ses ouvrages en étroite collaboration avec les autres corps d'état. Ces éléments seront transmis en temps voulu à l'ensemble des lots qui en effectueront la synthèse et en vérifieront la faisabilité technique propre de leur lot et cela compte tenu des ouvrages divers concernées du présent projet.

## **0.3.4 CHOIX DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### 0.3.4.1 RÈGLEMENT EUROPÉEN PRODUITS DE CONSTRUCTION - MARQUAGE CE

Il est fait le rappel aux entreprises que dans le présent projet toutes les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

Le RPC impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. Le fabricant s'engage sur la performance de son produit.

Toutes les caractéristiques essentielles requises pour la démonstration de la satisfaction des exigences fondamentales applicables à l'ouvrage en application des réglementations le concernant seront déclarées et leur niveau ou classe de performance associée sera conforme ou à minima celui de l'exigence réglementaire applicable.

Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme harmonisée, le fabricant peut demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire ; cependant, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer CE ce produit.

Les entreprises ont le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits ne relevant pas de cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.

Le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en série, en réponse à une commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables.

### 0.3.5 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR

Chaque entreprise d'un ou plusieurs lots restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- Nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;
- Pose en intérieur ou à l'extérieur ;
- Conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- Compatibilité des matériaux entre eux, etc.
- Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus. Dans le cas contraire, il fera par écrit au maître d'œuvre les observations qu'il jugera utiles.
- Le maître d'œuvre prendra alors les décisions à ce sujet.

### 0.3.6 RESPONSABILITÉ VIS A VIS DES TIERS

Les règles et réglementations qui peuvent affecter la responsabilité de l'entreprise vis à vis des tiers dans les marchés publics en 2023 sont définies par le Code de la commande publique. Le décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique est entré en vigueur le 1er janvier 2023.

De plus, chaque entreprise d'un ou plusieurs lots sera ainsi responsable jusqu'à l'achèvement des travaux du présent lot :

- Du maintien en bon état des installations de toutes natures effectuées ;
  - Il devra en conséquence, prévoir toutes les mesures qui s'imposent afin ne pas occasionner de dommages, ni de motiver de réclamations de quelque nature que ce soit de la part des tiers ;
  - Dans les cas d'un préjudice quelconque à leur endroit, la réparation intégrale serait à la charge de l'entreprise concernée.
- En aucun cas, la responsabilité du Maître d'Ouvrage ne pourra être recherchée.

### 0.3.7 PLANS DE RÉCOLEMENT

Le plan de récolement est dit un document qui décrit les travaux effectués sur un chantier de construction. Il permet ainsi de vérifier que les travaux ont été effectués conformément aux plans et aux spécifications.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

En 2023, les règles et obligations en matière de plans de récolement pour les marchés publics et privés sont régies par le Code de la commande publique. Les règles applicables aux marchés publics ont été modifiées en 2023. Depuis le 1er janvier 2023, les entreprises peuvent transmettre à l'acheteur une copie de sauvegarde des documents transmis par voie électronique lors de la procédure de passation du marché.

Les plans de récolement seront à établir par l'entrepreneur, à l'échelle 1/100ème.

Sur ces plans figureront tous les ouvrages du marché.

L'établissement des plans de récolement n'est pas rémunéré par un prix spécial. Celui-ci est implicitement compris dans les prix du marché.

### 0.3.8 PRÉPARATION - COORDINATION

#### **OPC : Ordonnancement - Pilotage - Coordination**

Les travaux étant réalisés en lots séparés, la coordination des travaux comprendra l'ordonnancement et le pilotage qui seront assurés par **CRESCENDO CONSEIL**.

Cette mission comprendra :

- Gestion de tous les intervenants, organisation et coordination de toutes leurs interventions dans le cadre des délais et des objectifs fixés dans les plannings, ainsi que dans le respect des contraintes techniques, de qualité et des règles de l'art ;
- Établissement du planning détaillé opérationnel tous corps d'état et des prévisions initiales de moyens (effectif et matériel) ;
- Établissement des pointages permanents de l'avancement de la production des travaux ; recalage si besoin est du planning général ;
- Établissement des bordereaux de suivi des plans visés disponibles ;
- Déclenchement des visites qualitatives auprès des services concernés et gestion des travaux curatifs éventuels : autocontrôles, réceptions de support, points d'arrêt ;
- Organisation des visites de pré-réception et réception, gestion des levées de réserves.

#### **Période de préparation**

L'article 28.1 du CCAG Travaux traite de la période de préparation des travaux. Cette période est incluse dans le délai d'exécution du marché et correspond à la période durant laquelle, avant l'exécution des travaux, certaines dispositions préparatoires doivent être prises et certains documents nécessaires à la réalisation des ouvrages doivent être établis. Il précise également que la période de préparation commence à la date fixée par l'ordre de service prescrivant les dispositions préparatoires et s'achève à la date fixée par l'ordre de service - prescrivant le début de l'exécution des travaux ;

- En ce qui concerne les règles en 2023, le CCAG Travaux a été modifié par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux. Cet arrêté est entré en vigueur le 1er octobre 2021 et est donc applicable en 2023.

Il est donc procédé au cours de cette période, à la désignation par l'adjudicataire (personne ayant pouvoir d'engager l'entreprise, ce représentant étant l'interlocuteur du maître d'œuvre) du choix de chaque de chaque entreprise d'un ou plusieurs lots ;

- Désignation des sous-traitants ;
- Établissement et présentation des plans d'exécution des ouvrages, spécifications techniques détaillées, notes de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions de l'article 29.1.1 du CCAG Travaux traite des documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les documents précités.
- Fournir les études de synthèse correspondantes (cf. art. du CCAP) ;
- Fourniture de l'ensemble des échantillons des matériaux que l'entreprise se propose de mettre en œuvre.

#### **Plans d'exécution**

Les entreprises sont consultées quant au « projet de base » sur la base d'un dossier DCE comprenant les plans définissant le principe des ouvrages, qui sont ceux inclus dans le dossier marché tous corps d'état.

Chaque entreprise a par conséquent à sa charge la réalisation des POE correspondants (Plans d'exécution des ouvrages) qui devront être portés au visa du bureau de contrôle et à l'approbation du maître d'œuvre, l'entreprise gardant la responsabilité du projet d'exécution de l'ouvrage.

En conséquence, les plans d'exécution, plans d'atelier et de chantier, notes de calculs, études de détail, spécifications techniques détaillées, seront fournis par les entreprises et seront soumis à l'approbation du maître d'œuvre qui devra les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 2 semaines après leur réception.

Au cours de leur diffusion, en vue de leur approbation, les plans et autres documents seront remis en 5 exemplaires, à

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

raison de la répartition suivante :

- 3 exemplaires au maître d'œuvre qui vérifiera l'exactitude et/ou la fidélité à ce qu'il souhaite voir mettre en œuvre (2 ex. à l'architecte, 1 ex. au BET) ;

- 2 exemplaires au contrôleur technique qui vérifiera plans et notes de calcul et donnera son avis.

Après approbation, les plans et autres documents seront remis en 5 exemplaires à raison de la répartition suivante :

- 1 : dossier chantier ;

- 2 : maître d'œuvre (1 à l'architecte, 1 au BET) ;

- 1 : contrôleur technique ;

- 1 : maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre imposera un cartouche type.

### **Cotes du projet**

En complément de l'article 24 du CCAG travaux, cet article stipule que les vérifications sont effectuées selon les indications stipulées dans les documents particuliers du marché. Le maître d'œuvre indique s'il y a lieu de procéder à des vérifications sur le chantier, dans les usines, magasins ou carrières du titulaire et des sous-traitants ou fournisseurs. Les vérifications sont exécutées par le maître d'œuvre.

Les entreprises sont tenues de vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux plans et aux dessins qui lui seront fournis par le maître d'œuvre et de s'assurer de la concordance entre les différents plans d'ensemble ou de détails, le CCTP les ouvrages existants, afin de réaliser correctement les interfaces entre les ouvrages.

Chaque entreprise devra de plus en fonction de son ou ses lots s'assurer sur place de la possibilité de respecter les cotes données et signaler toutes les erreurs ou omissions au maître d'œuvre qui opérera, s'il y a lieu, les mises au point ou rectifications nécessaires.

Chaque entreprise restera ainsi seul responsable de son ou de ses lots y compris de ses éventuelles erreurs, ainsi que des modifications qu'entraînerait pour lui l'inobservation des clauses ci-dessus. À tout moment, l'architecte pourra demander l'intervention d'un géomètre expert, à la charge de l'entreprise, pour contrôle des implantations de l'entreprise.

### **Visa du contrôleur technique**

Tous les plans et notes de calcul sont à la charge de chaque entreprise en fonction de leur lot et ils devront être visés, après contrôle par le contrôleur technique mentionné au CCAP suivant les missions qui lui sont imparties.

## **0.3.9 DIFFUSION DES DOCUMENTS DE CHANTIER**

Tous les documents comporteront un cartouche avec un numéro et indice, défini par le maître d'œuvre. La liste des documents établis par l'ensemble des intervenants sera tenue à jour de manière permanente. Liste et documents à jour seront diffusés de manière hebdomadaire à l'ensemble des intervenants par l'OPC.

Les plans ne seront définitivement approuvés que si leur diffusion complète a bien été assurée.

## **0.3.10 LIVRAISON ET STOCKAGE**

Chaque entreprise devra le transport à pied d'œuvre et le stockage sur chantier de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation de ses travaux, et ce quelle que soit la distance. Le transport à pied d'œuvre comprendra :

- Toutes manutentions, appareils de levage, coltinages nécessaires ;

- Tous emballages, protections et autres ;

- Toutes installations en cours de transport, de chargement et de déchargement.

Le stockage sur chantier sera réalisé conformément au plan d'installation de chantier et comprendra en outre :

- Toutes les installations nécessaires ;

- Toutes les protections durant le cours du chantier ;

- Tous les nettoyages des magasins de chantier avec enlèvement des emballages et déchets aux décharges.

Les matériaux seront stockés soit dans des baraquements à la charge de chaque entreprise, soit dans les locaux construits avec l'accord du maître d'œuvre. En tout état de cause, l'entreprise restera responsable des dégradations et détournements de ses approvisionnements.

Sur simple injonction du maître d'œuvre, chaque entreprise devra évacuer les locaux dans lesquels les matériaux auront été stockés et qui pourraient gêner la bonne marche du chantier.

Si cette recommandation n'est pas respectée, le maître d'œuvre pourra, 8 jours après la mise en demeure, procéder à leur enlèvement, les faire transporter à la décharge publique, les déposer sur des terrains en location, et/ou vendre aux enchères.



## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

publiques les matériaux non enlevés, matériels ou déchets se trouvant dans les locaux et le tout aux frais de chaque entreprise et sans qu'il puisse faire une réclamation.

Il ne sera alloué à chaque entreprise aucune indemnité pour les déménagements, même successifs. Les stockages se feront dans les enceintes de chantier, selon les plans de phasage du présent DCE, tout autre emplacement sera soumis à l'accord express du maître d'œuvre et du maître de l'ouvrage.

### 0.3.11 DOCUMENTS DOE A FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

Les modalités de remise de ces documents seront définies au CCAP.

L'élaboration du dossier des ouvrages exécutés (plans de récolement, schémas, notices, hypothèses de calculs, etc.) seront à la charge de l'entreprise sous la forme définie ci-après, contrôlé, vérifié et complété.

#### **Présentation du DOE :**

- Pour chaque corps d'état, le Dossier des ouvrages exécutés sera fourni sous forme de CD-Rom plus 5 exemplaires papier (pièces écrites, notice et plans), comme indiqué au paragraphe suivant.
- Pour un lot donné, chaque exemplaire du dossier DOE se présentera sous la forme d'un ou plusieurs classeurs qui contiendront tous les documents (pièces écrites et plans perforés).
- Pour un même lot, tous les classeurs devront être de la même couleur.

#### **Chaque classeur devra être soigneusement étiqueté avec toutes les références nécessaires :**

- Intitulé de l'opération ;
- Nom du lot en clair ;
- Numéro du lot ;
- Nom de l'entreprise ;
- Numéro d'ordre du classeur.

#### **Le premier classeur devra comporter le sommaire complet de l'ensemble du dossier :**

- Liste des pièces écrites ;
- Liste des plans.

Et chaque classeur son sommaire particulier.

Tous les documents devront comporter, sur le cartouche, la mention DOE, en gros caractères.

Ces plans seront complétés par une série réduite des vues en plan des niveaux, facilement maniables.

#### **Contenu du DOE**

Le contenu de base commun à tous les lots techniques et ceux non techniques est défini ci-après, les documents particuliers à certains lots à rajouter étant définis dans les CCTP correspondants (stock de pièces détachées, quelques matériaux de rechange, etc.).

#### **A) Pour les lots techniques**

Le dossier DOE comprendra les pièces suivantes :

##### **- Pièces écrites :**

- \* Listes des matériels et des produits réellement mis en œuvre avec les fiches commerciales et techniques accompagnées de plans permettant leur repérage à l'intérieur du bâtiment, avec des marques et des produits, adresse et téléphone des fournisseurs, et localisation dans les bâtiments ;
- \* Avis techniques et ATEX éventuels ;
- \* Notice rappelant les hypothèses de calcul pour toutes les zones ;
- \* Notices de fonctionnement des installations ;
- \* Notices d'entretien des installations indiquant la périodicité de ces entretiens.

#### **Pièces graphiques :**

- Tous les plans d'exécution des ouvrages ;
- Tous les plans d'atelier et de chantier.

Toutes ces pièces graphiques devront être remises également sur support informatique (CD) compatible avec le logiciel AutoCAD®

#### **B) Pour les lots de finition**

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

Par opposition aux lots techniques, ce sont tous les autres lots de travaux.

Le dossier DOE comprendra les pièces suivantes :

Pièces écrites :

- Liste des produits mis en œuvre ;
- Référence commerciale ;
- Fiche technique ;
- Adresse fournisseur et téléphone ;
- Avis techniques et ATEX éventuels ;
- Notices d'entretien des produits.

Pièces graphiques :

- Plans de repérage des matériaux ;
- Carnets de détails pour les menuiseries intérieures et extérieures.

Tous ces documents devront être remis au maître d'œuvre le jour de la réception des ouvrages.

### **Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)**

En vue de l'élaboration du DIUO par le coordonnateur CSPS, les entreprises fourniront en parallèle au DOE, et ce pour chacun des corps d'état concerné, une notice technique accompagnée de plans, dessins, croquis, etc. contenant toutes les recommandations utiles pour l'exploitation et l'entretien des ouvrages. Cette notice devra souligner notamment celles des dispositions constructives qui joueront un rôle important dans la sécurité, telles que (liste non exhaustive à compléter en fonction du CGCSS et des demandes du coordonnateur SPS) :

- Surcharges admissibles des planchers par zone ;
- Précautions pour les percements et scellements ;
- Maintien en position fermée des portes qui contribuent à l'encloisonnement des escaliers ;
- Fixation des éléments démontables de faux-plafonds ;
- Réfection périodique de peintures intumescents ;
- Puissance maximum pouvant être demandée à chaque point de livraison du courant électrique, etc.

Chaque entreprise participera obligatoirement aux réunions animées par le coordonnateur CSPS pour la mise au point du DIUO et complètera les fiches qui lui seront remises à cet effet par le coordonnateur.

### **0.3.12 LIAISONS ENTRE CORPS D'ÉTAT**

Chaque liaison entre les différents entrepreneurs concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- L'entreprise du lot de gros-œuvre prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux ;
  - Chaque entreprise réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
  - Chaque entreprise mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux seront liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui seront nécessaires ;
  - Chaque entreprise devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- Toutes les entreprises seront tenues de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

A aucun moment durant le chantier, aucune entreprise ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### 0.3.13 ÉCHANTILLONS

#### **Obligations :**

- Chaque entreprise est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre.
- Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.
- Ils seront entreposés par chaque entreprise dans un local spécial annexé au bureau du maître d'œuvre.
- Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés.
- Le registre comportera une case réservée à la signature du maître d'œuvre, qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du maître de l'ouvrage, qui manifesterait ainsi son acceptation.
- Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entreprise, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures ci-dessus visées.

### 0.3.14 RÈGLES D'EXÉCUTION GÉNÉRALES

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé à chaque entreprise qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art et qu'il ne lui sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

Dans le cas où une démolition est nécessaire et si tous les travaux effectués sont reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entreprise dit défaillant, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne lui sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « dits non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis technique.

### 0.3.15 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATÉRIAUX

#### **Généralités :**

- Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité en l'espèce indiquée.
- Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter de défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.
- Dans le cadre des prescriptions du CCTP le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.
- Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, les entrepreneurs ne pourront mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.
- Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, les entrepreneurs ne pourront mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

#### **Produits de marque**

- Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles, indiqués ci-après dans le CCTP avec la mention « ou équivalent », ne sont donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.
- Les entreprises auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité techniques, de durée, dimensions, formes, aspects, etc.

#### **Responsabilité de l'entrepreneur soumissionnaire**

- Ainsi, l'entreprise est reconnue comme intégralement responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le maître d'œuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité.
- Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### **Agréments - Essais - Analyses**

- Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un Avis Technique du CSTB chaque entreprise ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet Avis Technique, et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre, d'en apporter la preuve.
- Chaque entreprise sera également tenu de produire, à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.
- À défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur défaillant.

### **0.3.16 FIXATION DES OUVRAGES SUR CHEVILLES**

Pour tous les ouvrages dont la tenue doit être absolument garantie ou qui présentent des risques aux tiers en cas de tenue défectueuse tels que bardages ou habillages de façades, ouvrages fixés en plafond, garde-corps et rampes d'escaliers, couvertines métalliques, etc., la fixation sur chevilles pourra être autorisée par le maître d'œuvre. Chaque entreprise devra alors fournir un procès-verbal d'essais à l'arrachement et à la rupture des fixations sur chevilles, établi sur site par le fournisseur des chevilles.

### **0.3.17 PROTECTION DES OUVRAGES**

#### **Protection des ouvrages des autres corps d'état :**

- L'entreprise dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis ;
- Cette prescription s'applique notamment plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc., qui ne devront subir aucun dommage, si minime soit-il ;
- Faute par lui de se conformer à cette prescription, l'entreprise dit responsable en subira toutes les conséquences financières et autres ;
- Mise en place d'une protection adaptée à chaque ouvrage par toutes les entreprises de leurs propres ouvrages ;
- Les entreprises de revêtements de sols devront assurer la protection de leurs revêtements de sols jusqu'à la réception ;
- Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace ;
- En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints ;
- Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir ;
- Mêmes spécifications en ce qui concerne les marches d'escaliers, où plus particulièrement le nez de marche devra être protégé ;
- Les appareils sanitaires devront également être parfaitement protégés, notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé, pelables appropriés ;
- En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes, qui du fait de leur position risquent d'être épaufrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes ;
- Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux et jusqu'à la réception des travaux ;
- En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé "dit aussi pelable qui est conçu pour être facilement détachable de ladite surface protégée " ;
- Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

### **0.3.18 NETTOYAGE DE CHANTIER**

Les sols seront livrés par le gros œuvre et le cloisonneur aux entreprises de second œuvre parfaitement nettoyés, exempts de toutes traces de mortier ou de plâtre, soigneusement balayés.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

Chaque entreprise d'un ou plusieurs lots intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Chaque entreprise aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et la mise en tas de l'emplacement prévu à cet effet aux abords du chantier.

Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entreprise devra prendre ses dispositions à ce sujet.

De plus, et à raison d'une fois par mois au minimum, l'entreprise de gros-œuvre devra effectuer un nettoyage et balayage général de la construction.

Seront également à la charge du gros-œuvre le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier.

Tous les frais de nettoyage ci-dessus resteront à la charge de chaque entreprise et le gros-œuvre a en plus à sa charge le nettoyage dit mensuel.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le maître d'œuvre et / ou le maître d'ouvrage pourront à tout moment faire procéder, par l'une des entreprises de l'opération ou par un intervenant extérieur de leur choix, au nettoyage et sortie de gravois, les frais en seront supportés par l'entreprise en cause ou, dans le cas où le responsable ne pourra être défini, ils seront portés au compte prorata.

### 0.3.19 REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

#### **Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :**

- Chaque entreprise enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais ;
- L'entreprise gros-œuvre aura en plus à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier et il aura également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier, etc. réalisés par ses soins en début de chantier.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des entreprises ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

### 0.3.20 SIGNALISATION

Sur demande expresse du maître d'œuvre, toute installation de signalisation non demandée par le maître d'œuvre, mais estimée utile par l'entreprise pour la protection de son matériel ou de ses matériaux ou pour la sécurité du chantier, ne sera pas facturée et sera considérée comme incluse dans les frais de l'entreprise compris dans les prix unitaires du bordereau.

### 0.3.21 PROTECTIONS INTÉRIEURES

Protections verticales ou horizontales en bâche toile ou plastique.

Sur demande expresse du maître d'œuvre.

Compris toutes fixations et lestage, montage et coltinage aux étages, descente et enlèvement.

Mode de mesurage : surface réelle de bâche nécessaire et effectivement utilisée.

- Double transport, mise en place et dépose ;
- Déplacement et réinstallation sans descente au sol = 15 % de l'installation de base ;
- Déplacement et réinstallation avec descente au sol = 50 % de l'installation de base ;

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

- Location journalière.

### **0.3.21.1 PROTECTION DES OUVRAGES**

Dans le cas de travaux de revêtements de sol, l'entreprise concernée devra assurer la protection de ses revêtements de sol jusqu'à la réception.

Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace.

En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints.

Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir.

Les mêmes spécifications concerneront les marches d'escaliers où plus particulièrement le nez de marche devra être protégé.

Dans le cas de travaux de plomberie-sanitaires, l'entreprise devra ainsi protéger tous les appareils sanitaires, et notamment ceux en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

Dans le cas de travaux de menuiserie en bois, toutes les arêtes des ouvrages qui, du fait de leur position, risquent d'être épaufrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

Dans le cas de travaux de menuiserie en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, les ouvrages devront obligatoirement être protégés par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par chaque entreprise et elles seront comprises dans son offre.

### **0.3.22 NETTOYAGES**

La Norme NF P 03-001 du 20 Octobre 2017 regroupe dans son Annexe A les articles ci-dessous :

- A.3.1 Nettoyage et remise en état ;
- A.3.1.1 Il n'est pas décompté de prorata au titre de nettoyage du chantier ;
- A.3.1.2 Chaque entreprise, après chaque intervention en un lieu donné, doit laisser l'emplacement propre et libre de tous déchets " les frais sont compris dans les prix du « Bordereau de prix » ;

L'entreprise qui succède est en droit d'exiger cet état de propreté avant d'entreprendre ses travaux.

- A.3.1.3 Chaque entreprise aura la charge de procéder au nettoyage de ses propres ouvrages " les frais sont compris dans les prix du « Bordereau de prix », sauf si les documents du marché attribuent le nettoyage de fin de chantier à un lot déterminé.

### **0.3.23 FIXATIONS, TROUS, SCELLEMENTS**

#### **0.3.23.1 PRINCIPE**

Sous réserve des prestations incluses au lot Gros-Œuvre, sont à la charge des autres Corps d'État :

- Les fixations de toutes natures ;
- Tous les trous n'ayant pu être réservés ;
- Les petits percements ;
- L'ouverture des saignées pour les encastresments Les scellements ;
- Les rebouchements de trous et saignées ;
- Les calfeutresments et raccords divers.

#### **0.3.23.1.1 Prescriptions**

Les scellements, calfeutresments et raccords sont réalisés :

- Au ciment à prise normale dans le béton et la maçonnerie (le ciment à prise rapide sera exclu, sauf cas particulier) ;
- Au plâtre dans les ouvrages en plâtre ou plaques de plâtre.



## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

L'exécution des scellements sera particulièrement soignée, y compris nus réservés ou parements impeccables, pour parachèvement des travaux de finition, par le corps d'état concerné.

### **0.3.23.1.2 Bouchement des saignées et raccords dans les ouvrages en plâtre**

Les bouchements de saignées et raccords sur les ouvrages en plâtre ou en plaques de plâtre seront arasés en retrait par les entrepreneurs des Corps d'État concernés et l'entrepreneur de du lot Gros-Œuvre ou de Plâtrerie finira ces raccords par un lissage superficiel au plâtre ou plâtre et colle.

### **0.3.23.1.3 Règle générale**

#### **0.3.23.1.3.1 Les travaux de l'entreprise de gros-œuvre comprennent :**

- Les réservations et incorporation dans les ouvrages à construire ;
- Les gros percements dans les murs et planchers existants ;
- L'ouverture et le rebouchement des trémies de gaines ;
- La révision des parois des gaines techniques ;
- La préparation des feuillures pour les remplacements des menuiseries extérieures ;
- Les scellements et calfeutrements des huisseries des blocs portes intérieurs ;
- Les raccords sur les saignées et encastremements divers ;
- La révision des gaines techniques.

#### **0.3.23.1.3.2 Les travaux des corps d'état comprennent pour leurs ouvrages :**

- Les indications des réservations qui leurs sont nécessaires. Les fourreaux et pièces à noyer dans la maçonnerie ;
- Les petits percements dans les existants et dans les cloisons Les saignées pour les encastremements et leurs rebouchements ;
- Les fixations mécaniques de leurs ouvrages par vis sur trous chevillés Les scellements et calfeutrements de leurs ouvrages ;
- Les raccords de finition.

## **0.3.23.2 TROUS ET RÉSERVATIONS**

### **0.3.23.2.1 Réservations, trous, scellements**

#### **0.3.23.2.1.1 Obligation de chacun**

Tous les trous, scellements, calfeutrements, raccords et feuillures sont dus et exécutés pour une parfaite réalisation des ouvrages prévus. Les entrepreneurs ont à leur charge les réservations dans leurs ouvrages concernant les autres prestations. Ils leur appartiennent de se soucier en temps utile des plans de réservations des autres corps d'état dits "techniques".

Seront prévus les trous, trémies, fourreaux nécessaires aux autres entrepreneurs ainsi que les scellements et calfeutrements, recueillis des autres Entrepreneurs. Les trous, trémies, sont rebouchés par un matériau reconstituant le degré de résistance au feu du support. Les percements à réaliser dans l'existant sont à la charge des lots techniques concernés. Compris rebouchages et calfeutrements par du matériau résistance au feu suffisante.

### **0.3.23.2.2 Dans porteurs et non-porteurs**

#### **0.3.23.2.2.1 Réservations dans porteurs**

Afin d'éviter les percements dans les éléments préfabriqués, les bétons armés terminés, les entrepreneurs des lots intéressés seront dans l'obligation de confirmer ou d'indiquer de la maîtrise d'œuvre, dans les délais impartis par le calendrier d'exécution, les réservations à pratiquer dans les ouvrages. L'entrepreneur n'ayant pas répondu à ces instructions subira les frais des ouvrages complémentaires aux réservations exécutés alors par le lot Gros-œuvre. En cas de détérioration des ouvrages, les réfections seront effectuées par l'entrepreneur correspondant, aux frais de l'entrepreneur en faute. Un mémoire spécial sera remis à la maîtrise d'œuvre. La réservation des trous sera à la charge du lot Gros-œuvre. Les taquets, pièces de fixation et fourreaux, sauf prescriptions contraires, seront fournis par les entrepreneurs intéressés et mis en place par l'entrepreneur Gros-œuvre. Les entrepreneurs vérifieront sur place avant coulage du béton l'implantation des trous et trémies. Les entrepreneurs concernés resteront solidairement responsable avec le lot Gros-œuvre en cas de mauvaise implantation.

NOTA : Les reprises et bouchements de trémies ou réservations intéressés par le calcul de structure ou la stabilité au feu seront réalisés par l'entrepreneur du lot Gros œuvre. Tous les autres bouchements, scellements et calfeutrements seront

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

exécutés par les entrepreneurs des lots concernés, avec faculté de sous-traiter ces travaux au lot Gros-œuvre.

### 0.3.23.2.2 Réservations dans non porteurs

Suivant la norme NF P 03-001, chaque adjudicataire exécutera trous, scellements et bouchements propres à leurs ouvrages. Ils doivent être livrés en matériaux de même nature (ou compatibles) que le subjectile. Les raccords éventuellement nécessaires ainsi que le bouchement de trous non utilisés seront exécutés par les adjudicataires des lots concernés, aux frais de l'entrepreneur fautif.

### 0.3.23.3 TROUS NON RÉSERVÉS

#### 0.3.23.3.1 Trous et percements après coups

##### 0.3.23.3.1.1 Trous et réservations oublié

Les trous non réservés dans le béton, béton armé, faute de spécifications formulées en temps utile, sont exécutés par le lot Gros-œuvre, mais à la charge des entrepreneurs défaillants. Tous percements après coup jugés dangereux pour l'ouvrage pourront être refusés par la maîtrise d'œuvre. L'entrepreneur défaillant prendra toutes dispositions nécessaires et supportera toutes conséquences de refus à l'aboutissement d'une solution acceptée par la maîtrise d'œuvre.

### 0.3.23.4 RÈGLE GÉNÉRALE

#### 0.3.23.4.1 Les travaux de l'entreprise de gros-œuvre comprennent :

- Les réservations et incorporation dans les ouvrages à construire ;
- Les gros percements dans les murs et planchers existants ;
- L'ouverture et le rebouchement des trémies de gaines ;
- La révision des parois des gaines techniques ;
- La préparation des feuillures pour les remplacements des menuiseries extérieures ;
- Les scellements et calfeutrements des huisseries des blocs portes intérieurs ;
- Les raccords sur les saignées et encastremements divers ;
- La révision des gaines techniques.

#### 0.3.23.4.2 Les travaux des corps d'état comprennent pour leurs ouvrages :

- Les indications des réservations qui leurs sont nécessaires. Les fourreaux et pièces à noyer dans la maçonnerie ;
- Les petits percements dans les existants et dans les cloisons Les saignées pour les encastremements et leurs rebouchements ;
- Les fixations mécaniques de leurs ouvrages par vis sur trous chevillés Les scellements et calfeutrements de leurs ouvrages ;
- Les raccords de finition.

## 0.3.24 COTES DES DOCUMENTS GRAPHIQUES

### 0.3.24.1 VÉRIFICATION DES COTES

Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents. Avant tout début d'exécution, l'entreprise sera tenu de vérifier toutes les cotes portées sur les plans et de s'assurer de leurs concordances entre les différents niveaux et le CCTP, de se garantir sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler à la maîtrise d'œuvre, erreurs ou omissions qui pourraient être constatées.

De la même façon, il signalera les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation ou l'usage auquel les ouvrages sont destinés. S'il y a lieu, la maîtrise d'œuvre examinera les mises au point ou rectifications nécessaires. L'entreprise ne pourra, en aucun cas, modifier de son propre gré, le projet. Les dimensionnements portés sur les documents graphiques ne devront être changés sans l'accord de la maîtrise d'œuvre que cette modification soit nécessitée par une erreur de dimensionnement primitif, une mise au point ultérieure ou par une variante proposée par l'entrepreneur. **Seul le lot n°2 pourra proposer une variante.**

## 0.3.25 OUVRAGES EXPLICITEMENT DÉCRITS

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### 0.3.25.1 OUVRAGES EXPLICITEMENT DÉCRITS

#### 0.3.25.1.1 Ouvrages explicitement décrits

Le CCTP définit l'essentiel des ouvrages à exécuter par l'entreprise "dit également adjudicataire". Même décrits tous les détails de construction et ouvrages complémentaires nécessaires à la finition des ouvrages sont dus par celui-ci et font partie intégrale du prix global.

### 0.3.26 OUVRAGES IMPLICITEMENT COMPRIS

Le CCTP de chacun des lots définit les ouvrages et les prestations dus par chaque entreprise dans le cadre du lot considéré. La mention "fourniture et mise en œuvre de ..." et la mention "dû au titre du présent lot" seront implicitement sous-entendue en l'absence de toute mention contraire. L'entreprise d'un ou plusieurs lots devra à sa charge et à ses frais tous les ouvrages et prestations nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage.

### 0.3.27 MATÉRIAUX ET MATÉRIELS DE RÉCUPÉRATION

Chaque entreprise du présent projet est informée que le maître d'ouvrage se réserve aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et des démolitions.

En effet pour certains matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux. Ils seront à déposer par l'entreprise "dit également adjudicataire" du lot concerné et avec soin, d'effectuer, de ranger par les entreprises concernés dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui leur seront indiqués en temps utile.

Ainsi toutes les sujétions de récupération font partie du prix des marchés et inclus dans les prix unitaires et ou forfaitaire de chaque lot.

De plus et cela en dehors de ces matériaux récupérés et rangés, les entreprises concernés auront toutefois la liberté de récupérer tous les matériaux de leur choix, mais ils en devront leur évacuation du chantier en même temps que les gravois et dans des bennes spécifiques appropriées aux types de chaque matériau.

Ainsi pour tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, ils seront acquis aux entreprises "dit également adjudicataires" des lots concernés et qui pourra en disposer à leur gré après enlèvement du chantier.

### 0.3.28 QUALIFICATION PROFESSIONNELLE ET ÉTUDES TECHNIQUES SPÉCIFIQUES

Il est demandé aux entreprises de justifier de ses qualifications à l'OPQCB ou CIP pour les artisans et petites entreprises du bâtiment, et de références en rapport avec la nature et l'importance des travaux à réaliser dans ce projet. Les entreprises ont à prévoir dans leurs prestations leurs études spécifiques qu'ils feront établir par un BET qualifié, mais le fait d'exécuter les travaux sans rien y changer, ne les privent en aucune manière de leur responsabilité professionnelle personnelle. Sont dues cependant les études suivantes : Dans tous les cas, les entreprises titulaires doivent, comme étant inclus dans leur prix :

- Les plans, documents, notes techniques, etc... lorsqu'ils ne leurs sont pas fournis par le maître d'œuvre ou un bureau d'études désigné par le maître de l'ouvrage.
- Les documents prévus à l'article 29 du CCAG Travaux de 2021 (qui concerne le dossier d'ouvrages exécutés (DOE) que chaque titulaire du marché doit remettre en fin de travaux au maître d'œuvre, puis ce dernier au maître d'ouvrage) ;
- Les documents prévus à l'article du CCAP ;
- Plans de réservations et des ouvrages à intégrer dans ceux d'un autre corps d'État ;

Et plus généralement tout plan, schéma et document dont l'approbation préalable à toute exécution serait jugée indispensable par le maître d'œuvre.

### 0.3.29 LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ÉTAT

La liaison entre les différents acteurs concourant à la réalisation des ouvrages du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

- Celui du lot de gros-œuvre prendra contact avec tous les autres corps d'État afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux ;
- Ils réclameront au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- Ils se mettront en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'État dont les travaux seront liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui seront nécessaires ;
- Ils devront travailler en bonne intelligence avec les autres entrepreneurs intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- Ils seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'État.

A aucun moment durant le chantier, aucun l'entreprise ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'État pour la poursuite de leurs travaux.

### 0.3.30 CONTRÔLE TECHNIQUE

Le contrôle technique sera conforme au décret n° 78-1146 du 7 décembre 1978, concerne l'agrément des contrôleurs techniques et le contrôle technique obligatoire prévus aux articles L. 111-2-5 et L. 111-26 du code de la construction et de l'habitation.

Suivant le décret n° 78-1146 du 7 décembre 1978, article R. 111-38 sont soumises obligatoirement au contrôle technique prévu à l'article L. 111-23 les opérations de constructions ayant pour objet la réalisation :

- Établissements recevant du public tels que les hôtels, les restaurants, les magasins, etc., doivent être contrôlés par un contrôleur technique agréé avant leur ouverture au public ;
- L'article R. 123-2 du Code de la construction et de l'habitation définit les établissements recevant du public comme étant des bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### 0.4 ÉTUDES PRÉPARATOIRES

#### 0.4.1 DOCUMENTS TECHNIQUES À OBSERVER

##### 0.4.1.1 BASES DE CALCUL

###### 0.4.1.1.1 Vérification et calculs dans existants

Les bases de calcul ci-après concernent les ouvrages et installations à réaliser à neuf, le renforcement des ouvrages existants ainsi que les ouvrages existants non modifiés pour lesquels il faudra s'assurer par des sondages, des relevés, des contrôles visuels et des essais de chargement direct si nécessaire qu'ils sont compatibles avec leurs fonctions. Les sondages, relevés, contrôles et essais sont compris dans les marchés et seront systématiquement réalisés par les entrepreneurs des corps d'état concernés, principalement l'entreprise "dit également adjudicataire" de gros œuvre pour les murs, poteaux, poutres, planchers, balcons, escaliers.

En revanche, dans le cas où ils décèleraient la nécessité d'un renforcement généralisé, voire la réfection, d'un ouvrage ou ensemble d'ouvrages existants qui manifestement ne serait pas prévu dans les prestations contractuelles, l'entreprise "adjudicataire" devra en informer le maître d'œuvre et proposer s'il y a lieu un devis des prestations complémentaires. La conservation d'un ouvrage en l'état, dès lors qu'il présenterait une insuffisance ou un danger ou un état douteux est exclue et impliquerait la responsabilité de l'entreprise "dit également adjudicataire" qu'il ne l'aurait pas signalé.

##### 0.4.1.2 APPROBATION DES DOCUMENTS TECHNIQUES

###### 0.4.1.2.1 Approbation des documents technique

Durant la période de préparation, l'entreprise "dit également adjudicataire" doit établir et soumettre à la maîtrise d'œuvre et éventuellement au Bureau de contrôle technique, toutes les études spéciales nécessaires au bon déroulement des travaux et les communiquer, après approbation, s'il y avait utilité, aux autres entreprises "dit également adjudicataires". Si plusieurs entrepreneurs sont appelés à concourir à un même ouvrage, chaque desdits entrepreneurs sera tenu de suivre l'ensemble des travaux et de s'entendre entre elles sur leur communauté pour l'établissement de plans à soumettre à la maîtrise d'œuvre pour accord.

Ces documents seront soumis à la maîtrise d'œuvre au moins vingt jours avant mise en exécution, afin de permettre de les contrôler et de les rectifier, mais ne pourront en aucune façon modifier le projet sans approbation de la maîtrise d'œuvre. Le nombre d'exemplaires des documents à fournir est indiqué par la maîtrise d'œuvre dès l'ouverture du chantier. Après acceptation de la maîtrise d'œuvre, l'entreprise "adjudicataire" doit tous les exemplaires suffisants des documents pour transmission aux différentes entreprises intéressées par ceux-ci sous sa propre responsabilité.

L'entrepreneur du lot de Gros-Œuvre doit fournir, à tous les corps d'état concernés, des contre-calques pour reports des réservations, trous, taquets, percements, etc.

##### 0.4.1.3 VÉRIFICATION DES DIMENSIONS DES EXISTANTS PAR CHAQUE ENTREPRISE DU PRÉSENT PROJET

L'entreprise de chaque lot participant au présent projet devra vérifier toutes les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP et qui ne sont que des dimensions dites approximatives et seulement données à titre strictement indicatif et en aucun cas contractuelles. Il en est de même pour ce qui est des cotes et des dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Ainsi chaque entreprise et en fonction de lot est réputé contractuellement réputer avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot. Au moment des travaux, les divers entreprises procéderont, sous leur seule responsabilité, à la totalité des levées de cotes qui leur sont nécessaires.

#### 0.4.2 DOCUMENTS À FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

##### 0.4.2.1 A LA REMISE DE L'OFFRE

###### 0.4.2.1.1 Documentations et fiches techniques

L'entreprise "dit également adjudicataire" joint à son offre la documentation complète et les fiches techniques détaillées des matériaux et fabrications proposés répondant aux spécifications du présent document.

## **CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS**

### **0.4.2.1.2 Produits retenus**

L'entreprise "adjudicataire" joint à son offre la liste détaillée et complète des produits qu'il aura retenus y compris ceux figurant en base dans le CCTP de consultation.

### **0.4.2.2 A LA MISE AU POINT DU MARCHÉ**

#### **0.4.2.2.1 Documents complémentaires éventuels**

Les documents complémentaires, éventuellement demandés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, sont fournis par l'entreprise "dit également adjudicataire" en nombre suffisant et sous la forme requise, avec toutes précisions nécessaires, conformément aux prescriptions du CPS. (Cahier des Prescriptions Spéciales).

### **0.4.2.3 PENDANT LA PÉRIODE DE PRÉPARATION**

#### **0.4.2.3.1 Remise de documents de l'entreprise**

Pendant la période de préparation et avant tout commencement d'exécution, l'ensemble des documents établis par l'entreprise "dit également adjudicataire" est soumis à l'avis du maître d'œuvre. Le visa du maître d'œuvre n'enlève pas à l'entreprise "adjudicataire" la responsabilité de la conformité des ouvrages aux plans du marché. Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) doit être soumis à l'avis du coordonnateur CSPS après la visite d'inspection commune préalable à toute intervention sur le site.

### **0.4.2.4 ÉTABLISSEMENT DE PLANS D'EXÉCUTIONS**

#### **0.4.2.4.1 Obtention des documents**

L'entreprise "dit également adjudicataire" pourra obtenir, contre remboursement, toutes les séries de documents du dossier de la maîtrise d'œuvre nécessaire à ses études et à la conduite de son chantier. Il devra constamment se préoccuper d'avoir à sa disposition et à celle de son personnel, les plans et détails dans leur plus récente mise à jour. Il veillera également à annuler les exemplaires périmés.

#### **0.4.2.4.2 Établissement de plans d'exécutions**

La maîtrise d'œuvre définit les principes fonctionnels des ouvrages, les plans d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur. L'entreprise "adjudicataire" établit à ses frais tous les plans des ouvrages y compris les plans dits d'atelier et de chantier (façonnage et fabrication) avec les nomenclatures correspondantes, les notes de calculs, les détails et épures, les caractéristiques des matériels proposés, tous documents indispensables à la parfaite définition et exécution des ouvrages et à la mise en œuvre coordonnée de l'ensemble des ouvrages impliqués.

Il dressera ces documents à un temps suffisant pour ne pas retarder le déroulement des travaux et les soumettra à l'approbation de la maîtrise d'œuvre et du Bureau de contrôle auxquels il les diffusera gratuitement. La maîtrise d'œuvre se réserve le droit de demander à l'entreprise "adjudicataire" toutes les justifications complémentaires. Il se réserve également le droit de lui faire supporter toutes rectifications ou modifications sur le dossier d'exécution soumis à l'acceptation dans le cas de non-conformité au projet architectural.

L'entreprise "dit également adjudicataire" ne pourra arguer de ces rectifications ou modifications pour motiver un retard dans l'exécution des ouvrages. L'entreprise "dit également adjudicataire" se conformera aux rectifications que la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle jugeront utile d'apporter à ces dessins et en tenir compte dans l'exécution des ouvrages. La vérification des plans par la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle ne saurait en rien diminuer la responsabilité L'entreprise "dit également adjudicataire".

### **0.4.2.5 AVANT LA RÉCEPTION**

#### **0.4.2.5.1 Remise de documents avant réceptions**

Les plans et autres documents conformes à l'exécution, ainsi que les notices d'exploitation et les contrats de maintenance, sont remis au maître d'œuvre par l'Entrepreneur, il est joint la nomenclature des pièces du dossier.



## **CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS**

### **0.4.3 MODIFICATIONS EN COURS DE TRAVAUX**

#### **0.4.3.1 MODIFICATIONS EN COURS DE TRAVAUX**

##### **0.4.3.1.1 Modifications diverses**

Les différences plus ou moins légères de cotations, modifications dues à des mises au point ou découlant des besoins de mise en œuvre, etc., ne pourront en aucun cas, être considérées comme ouvrant droit à demande de supplément. Si avant exécution, des modifications d'implantation, de distribution, de parcours, de canalisations, sont jugées nécessaires pour des raisons techniques ou si elles découlent des besoins de mise en œuvre ne pourront, également, prétendre à supplément. L'exécution des ouvrages respectera rigoureusement les indications des documents d'exécution approuvés.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### 0.5 INSTALLATIONS

#### 0.5.1 INSTALLATION DE CHANTIER

##### **0.5.1.1 BASE VIE**

Les entreprises devront se reporter au Plan d'installation de chantier joint au PGC et mis à jour par l'entreprise du lot n°01 en tenant compte des besoins des divers intervenants. L'entreprise doit présenter à la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et au Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) , dans un délai de dix jours suivant la notification du marché, le projet de ses installations de chantier. Ce projet doit tenir compte des échelonnements des travaux, des surfaces à réserver éventuellement aux stockages des terres de déblais, du nombre d'intervenants. L'entreprise du lot n° 01 est chargée de l'installation générale du chantier comportant tous les ouvrages nécessaires à l'ouverture du chantier. Les branchements provisoires de chantier, mis hors gel, en eau et en électricité pour les autres lots. L'installation de Sanitaires de chantier. L'entretien et l'équipement d'un local de chantier, comportant une pièce destinée aux réunions de chantier, 1 pièce destinée à la maîtrise d'œuvre comportant 2 bureaux et des sièges, et occasionnellement au CSPS. Ces locaux sont convenablement chauffés, ventilés et éclairés, les bureaux destinés à la maîtrise d'œuvre comportent une installation de téléphone, un photocopieur, et mobilier de bureaux.

##### **0.5.1.1.1 Base vie des ouvriers**

L'entreprise "adjudicataire" du lot principal doit la location, l'installation et l'entretien des baraques de chantier pour l'ensemble des autres entrepreneurs (local de réunion, bureau maîtrise Œuvre, vestiaires y compris réfectoire) pendant toute la durée du chantier de tous les corps d'état. Les consommations et entretien des locaux de chantier sont gérés par le compte des dépenses interentreprises, le gestionnaire du compte des dépenses interentreprises étant le titulaire du lot principal (tableau de répartition des coûts d'installations de chantier, joint en annexe afin de définir les imputations financières). Compris tout démontage des installations ci-dessus suivant planning et remise en état des abords et chaussées.

##### **0.5.1.1.2 Bureau pour les réunions de chantier**

L'entreprise du lot principal doit la location, l'installation et l'entretien de baraquement servant de bureau de chantier avec une table de réunion pouvant rassembler les 2/3 des entrepreneurs plus 3 places. Ces locaux seront gérés par le compte des dépenses inter-entrepreneurs, le gestionnaire du compte des dépenses inter-entrepreneurs étant le titulaire du lot principal (tableau de répartition des coûts d'installations de chantier, joint en annexe de la convention inter-entrepreneur pour les imputations financières).

Il devra en outre l'affichage permanent des plans d'exécution (y compris les modificatifs), leur remplacement en cas de substitution par des entrepreneurs. En outre il devra une armoire fermant à clé pour le rangement de documents et échantillons. Il fournira les clés nécessaires et étiquetées (porte bungalow et armoire en 5 exemplaires :

- 1 pour le représentant de l'entreprise "adjudicataire" principal ;
- 1 pour l'OPC ;
- 1 pour le maître d'œuvre ;
- 1 pour le CSPS ;
- 1 pour le Maître d'ouvrage.

Compris tout démontage ou transfert des installations ci-dessus suivant planning et remise en état des abords et chaussées.

#### **0.5.1.2 PANNEAUX DE CHANTIER**

##### **0.5.1.2.1 Emplacement du panneau de chantier**

Le Panneau de chantier suivant emplacement à fixer en accord avec la maîtrise d'œuvre, exécutés suivant informations définies par le maître d'ouvrage.

Ledit panneau de chantier sera réalisé par le **Lot n°01**, et cela comme étant gestionnaire du compte prorata, selon le modèle qui sera transmis par le Maître d'Ouvrage, les dépenses seront équipement réparties en fonction de chaque lot.

## **CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS**

### **0.5.1.3 CLÔTURE**

#### **0.5.1.3.1 Clôture de chantier**

L'attention de l'entreprise du lot principal est attirée sur le fait qu'il doit réaliser les clôtures de chantier et prendre toutes mesures de protection à l'égard du public. Conformément aux prescriptions portées dans le PGC du coordonnateur CSPS. Cette clôture sera constamment révisée pour son maintien en bon état durant tout le chantier de tous les corps d'état.

### **0.5.1.4 NETTOYAGE**

#### **0.5.1.4.1 Entretien et nettoyage**

L'entreprise du lot principal doit entretenir les locaux communs du chantier et les voiries d'accès. Le coordonnateur CSPS peut commander directement à une autre entreprise extérieure en cas de besoin ou de manquement aux obligations de nettoyage courant. Toutes sujétions de nettoyage dans les 48 heures, des graffitis et affiches, sont aux frais de l'entreprise du lot principal.

## **0.5.2 ABONNEMENTS CONCESSIONNAIRES**

### **0.5.2.1 FRAIS DE RACCORDEMENTS ET DE CONSOMMATIONS**

#### **0.5.2.1.1 Frais de concessionnaires**

Les entreprises des divers lot du présent projet ont l'obligation de se rapprocher de tous les services intéressés et d'obtenir tous les renseignements nécessaires à l'exécution de ses travaux, de s'astreindre à toutes vérifications et visites de ces services ou des organisations désignées par eux, de présenter tous documents et toutes pièces justificatives réclamées.

D'obtenir tout accord utile pour les installations faisant partie de la concession ainsi que les installations intérieures, de communiquer à la maîtrise d'œuvre toutes informations recueillies au cours de contacts et concernant soit la construction, soit l'exécution de travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations, d'obtenir tout certificat de conformité, de contrôle ou de vérification.

D'indiquer aux services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement et de terminaison de chacune de ses interventions, d'exécuter toutes démarches nécessaires auprès des services compétents pour l'obtention dans les délais impartis de la mise en service des installations, de se procurer et compléter tout imprimé utile revêtu de la signature du maître d'ouvrage et ensuite remis aux services concernés. L'entreprise du lot de Gros-œuvre fera son affaire des demandes, installations, déposes, etc., de tous les branchements de chantier qui seraient nécessités par l'exécution de son contrat et celui des autres corps d'état.

## **0.5.3 DÉMÉNAGEMENTS**

### **0.5.3.1 DÉMÉNAGEMENTS ET DÉPLACEMENTS D'OBJETS ET MOBILIERS**

#### **0.5.3.1.1 Déménagement**

Il est noté que le déménagement ou le déplacement des machines-outils, du matériel et du mobilier sont à la charge de l'entreprise du lot de Gros-œuvre tant en ce qui concerne les transferts et déplacements. Manutention de bureaux, matériel de bureaux, machines et cartons d'archives, ces manutentions comprendront l'étiquetage et repérage, le démontage et le remontage avec raccordements par une société spécialisée, la mise en carton de documents et petits matériels seront à la charge de l'établissement. Un état des lieux contradictoire sera relevé avant l'exécution des transferts ou des déplacements. Tout matériel ou machine restant en place sera soigneusement protégé des poussières, vibrations, humidité ou autre agent agressif.

#### **0.5.3.1.2 Déplacements**

Il est noté que le déplacement de matériel et du mobilier sont à la charge des entreprises du présent projet dont l'intervention nécessite de tels mouvements. Un état des lieux contradictoire sera relevé avant l'exécution de ces déplacements.

#### **0.5.3.1.3 Déménagement et déplacement dus par le client**

Il est noté que le déménagement ou le déplacement des machines, du matériel et du mobilier sont à la charge du maître

## **CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS**

d'ouvrage. Les entreprises du présent projet doivent ainsi lors d'une réunion de chantier et par e-mail ou autres moyens appropriés en informer la maîtrise d'œuvre du désir de tels mouvements nécessaires à la bonne exécution des ouvrages et dans des délais suffisants pour permettre une telle action. Si des dégradations surviennent, alors que l'entreprise n'a pas protégé ou n'a pas souhaité un déménagement, elle sera tenue pour responsable devra toutes les remises en état.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### 0.6 SÉCURITÉ ET CONTRAINTES SUR SITE

#### 0.6.1 DÉPENSES LIÉES À LA MISSION - SANTÉ SÉCURITÉ -

Les dépenses d'intérêt commun liées à la mission "santé-sécurité" (santé, sécurité, équipements communs, consommation commune, ...) sont définies et réparties dans le PGCSPPS (Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé) établi par le coordonnateur de sécurité CSPS désigné par le Maître d'ouvrage.

Chaque entreprise devra se référer obligatoirement à ces documents afin de déterminer l'affectation et la répartition des dépenses communes.

Les prestations affectées à chaque entreprise seront incluses dans l'offre de prix et réputées rémunérées par le prix du marché.

#### 0.6.2 HYGIÈNE, SÉCURITÉ, PROTECTION DE LA SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

##### Sécurité et protection de la santé sur les chantiers

Les chantiers sont soumis, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet.

Sauf dans le cas d'intervention d'un seul intervenant (Lot) sur toute la durée du chantier, un coordinateur interviendra.

Chaque entreprise sera contractuellement tenue de prendre toutes dispositions qui s'imposent à leur lot et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour les entreprises du présent projet sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés.

Sécurité des ouvriers lors des travaux de terrassements.

Ainsi chaque entreprise d'un ou plusieurs lots doit prendre toutes dispositions pour respecter la réglementation ci-dessous.

##### Hygiène, sécurité et conditions de travail :

Les règles d'hygiène et sécurité des travailleurs seront conformes au code du travail, 4ème partie : Santé et sécurité au travail (partie Législative créée par l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative). La partie législative du code du travail (annexes I et II à la présente ordonnance) fait l'objet d'une publication spéciale annexée au Journal officiel de ce jour).

##### Coordination sécurité :

Les principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant seront celles ci-dessous (non limitatives) :

- De respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1 ;
- De rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes officiels (IT, CRAM, et OPPBTP) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 4532-9, L. 4532-18, R. 4532-56 à R. 4532-74, 4ème partie livre V ;
- De participer et laisser participer les salariés au CISSCT, De respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPPS.), articles L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 et décrets non codifiés ;
- De respecter les obligations issues de la 4ème partie du code du travail, notamment les grands décrets techniques (7 mars 2008, etc.) ;
- De viser le RJC et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, articles R. 4532-38 à R. 4532-41.

##### Directive européenne

Une nouvelle directive 2001/45 CE du 27 juin 2001 est parue, il s'agit de la directive sur le travail en hauteur.

Les buts de cette directive sont de diminuer sensiblement le nombre d'accidents, d'assurer une même protection pour tous les travailleurs européens et d'alléger le coût économique des accidents.

Compte tenu des nombreuses règles pour la protection contre les chutes de hauteur contenues dans la réglementation française, la directive entraîne assez peu de modifications, à cela près que les règles et conditions d'utilisation des équipements les plus courants (échelles, échafaudages) sont désormais applicables à tous les secteurs. Ceci dit, les textes renforcent les prescriptions en échafaudage par exemple, en introduisant des prescriptions pratiques quant aux techniques de cordes.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

Protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante

Décrets :

- Décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : Hygiène, sécurité et conditions du travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
- Modifiant le décret N°96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Décret n°97-1219 du 26 décembre 1997 modifiant le décret N° 96-98 du 7 février 1996 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante ;
- Décret n°2001-840 du 13 septembre 2001 modifiant le décret N° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et le décret N° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante ;
- Modifiant le décret N°96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante et le décret N° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante ;
- Décret N°2008-244 du 7 mars 2008) modifiées et complétées.

### **Norme :**

- NF X46-020 Août 2017 : Diagnostic amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie.

### **Pour tous les travaux pouvant exposer les ouvriers à des risques d'inhalation de poussières d'amiante :**

- Flocages d'amiante ;
- Calorifugeage en amiante ;
- Matériaux contenant de l'amiante tels que ouvrages de couverture, bardages, tuyaux, gaines, etc., en fibrociment et autres ;
- Faux-plafonds en plaques contenant de l'amiante ;
- Revêtements de sols en vinyle-amiante.

L'entreprise de chaque lot doit prendre toutes dispositions pour respecter les réglementations en vigueur.

## **0.6.2.1 AUTORITÉ ET MOYENS DU COORDONNATEUR CSPS**

### **0.6.2.1.1 Autorité du coordonnateur CSPS**

Le rôle du coordonnateur CSPS devra informer le maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entrepreneurs, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS devra prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

### **0.6.2.1.2 Moyens donnés au coordonnateur CSPS**

Le coordonnateur CSPS. a libre accès au chantier. L'entreprise d'un ou de plusieurs lots du présent projet communique directement au coordonnateur CSPS :

- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- Dans les 5 jours qui suivent la notification du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur.
- La copie des déclarations d'accident du travail.

L'entreprise d'un ou de plusieurs lots du présent projet s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur CSPS. et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 1.5 du présent CCAP.

L'entreprise informe le coordonnateur CSPS :



## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entrepreneurs et lui indique leur objet,
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

L'entreprise d'un ou de plusieurs lots du présent projet donnera suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre l'entreprise concernée et le coordonnateur CSPS. est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur CSPS l'entreprise d'un ou de plusieurs lots du présent projet vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

L'entreprise s'engage ainsi à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

### **0.6.2.2 RESPONSABILITÉS VIS-A-VIS DES OUVRIERS ET DES TIERS**

#### **0.6.2.2.1 Chaque entrepreneur doit exercer une surveillance continue**

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier à l'effet d'éviter tous accidents aux ouvriers travaillant sur ledit chantier, à quelque corps d'état qu'ils soient rattachés, ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier.

#### **0.6.2.2.2 Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents**

Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents ou dommages qu'une faute dans l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peuvent causer à toutes personnes. Il s'engage à éventuellement garantir le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre de tout recours qui pourrait être exercé contre eux du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ses obligations. Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise ne peuvent être déplacés ou enlevés sans son accord exprès.

#### **0.6.2.2.3 Réglementations concernant la sécurité et la santé des ouvriers**

Les chantiers sont soumis, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet.

Sauf dans le cas d'intervention d'un seul entrepreneur sur toute la durée du chantier, un coordinateur interviendra.

Les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés.

### **0.6.2.3 TRAVAUX SOUMIS A COORDINATION EN MATIÈRE CSPS**

#### **0.6.2.3.1 Objet du marché**

Le marché peut avoir pour objet, selon les indications fixées au CCAP :

- Soit une opération de première catégorie soumise à déclaration préalable, à PGC SPS et à Collège Inter-entrepreneurs de Sécurité de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- Soit une opération de deuxième catégorie soumise à déclaration préalable, à PGCSPPS ;
- Soit une opération de troisième catégorie pour les autres opérations au sens de l'article R 238-8 du Code du Travail.

#### **0.6.2.3.2 Documents joints au marché**

Documents joints au marché. Lorsque le chantier est soumis aux dispositions de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, est (sont) joint(s) au présent contrat :

- Le projet de règlement du CISSCT ;
- Le PGC en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Si les travaux, objet du présent marché, portent sur un ouvrage ayant donné lieu à l'établissement d'un DIUO, ce dernier est fourni à l'entreprise "adjudicataire" par le maître de l'ouvrage.

En cas de sous-traitance, le projet de règlement ou le règlement le cas échéant du CISSCT, le PGC SPS et, le cas échéant, le DIUO est (sont) remis à chacun des sous-traitants par l'entreprise "adjudicataire" principal.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### **0.6.2.3.3 Collège inter-entreprises de sécurité et de santé et des conditions de travail**

L'entreprise "adjudicataire" est tenu, sauf dérogation réglementaire, de participer aux réunions du CISSCT qui sera constitué par le maître de l'ouvrage au plus tard 21 jours avant le début des travaux. L'entreprise "adjudicataire" qui envisage de sous-traiter est tenu d'informer chacun des sous-traitants que l'opération est soumise à la constitution d'un CISSCT, et qu'en conséquence ils seront tenus de participer aux réunions de ce Collège.

### **0.6.2.3.4 Responsabilité de l'entrepreneur**

La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent à l'entreprise "adjudicataire" ou à ses sous-traitants éventuels en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière CSPS désigné dans les documents du marché sous le nom de coordonnateur CSPS.

### **0.6.2.3.5 Danger grave et imminent**

Lorsque le contrat de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé le prévoit, le coordonnateur CSPS peut arrêter tout ou partie du chantier lorsqu'il constate lors de ses visites sur le chantier un danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs. Cette disposition du contrat est portée, le cas échéant, à la connaissance des adjudicataires.

### **0.6.2.3.6 Obligations de l'entreprise " adjudicataire" en matière de coordination, sécurité et protection de la santé**

L'entreprise d'un ou de plusieurs lots du présent projet s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies dans le Plan Général de Coordination.

- L'entreprise "adjudicataire" laisse libre accès au chantier au coordonnateur SPS. L'entreprise "adjudicataire" le PPSPS et ses mises à jour ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé nécessaires sur le chantier ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les cinq jours qui suivent la signature du contrat, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Dans les cinq jours qui suivent la décision de constitution du CISSCT, les noms des représentants au sein de ce collège ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble de ses sous-traitants quel que soit leur rang ;
- Les informations et les documents nécessaires à la constitution du DIUO.
- L'entreprise "adjudicataire" s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur CSPS et les intervenants ;
- L'entreprise "adjudicataire" informe le coordonnateur CSPS de toutes les réunions ayant une incidence sur la sécurité et la protection de la santé qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entrepreneurs et lui indiquent leur objet ;
- L'entreprise "adjudicataire" donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses travaux, aux avis, observations ou mesures proposées de coordination en matière de sécurité ou de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur CSPS, ou adopte des mesures d'une efficacité au moins équivalente.
- Tout différend entre l'entreprise "adjudicataire" et le coordonnateur CSPS est soumis au maître de l'ouvrage ;
- L'entreprise "adjudicataire" vise toutes les observations qui le concernent consignées dans le registre-journal.

### **0.6.2.3.7 Obligations de l'entreprise "adjudicataire" vis à vis de ses sous-traitants**

L'entreprise "adjudicataire" s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la Loi en vigueur au moment des travaux du présent marché.

### **Garanties de paiement des sous-traitants**

Comme tout contrat, celui de sous-traitance devra indiquer l'identité de ou des entreprises donneuses d'ordre, détailler l'ensemble des spécifications techniques relatives à la mission, les conditions de paiement ou encore les charges variables garanties de paiement des sous-traitants.

### **Garantie de bonne fin**

La garantie de bonne fin impose en principe à l'entrepreneur de réparer les vices et défauts de conformités nés du fait de sa prestation.

### **Responsabilités et assurances**

La loi prévoit que l'entrepreneur principal demeure seul responsable envers le maître d'ouvrage de la bonne exécution du contrat d'ouvrage. En effet, le maître d'ouvrage n'est pas lié par le contrat de sous-traitance, sauf si ce dernier a consenti à une délégation dite de paiement. Pour mieux se protéger, le sous-traitant peut souscrire à des assurances

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

complémentaires (risques d'effondrement, d'incendie, dommages, etc.

### **Clause compromissoire**

Définir par avance avec votre sous-traitant le mode de règlement de leurs éventuels litiges. Ainsi, dès la conclusion du contrat, le recours à l'arbitrage par décision qui s'imposera aux parties) et notamment :

- Obligation de moyen ou de résultat pour le sous-traitant ;
- Cas des avenants au contrat de sous-traitance ;
- Comment mettre fin au contrat de sous-traitant.

### **0.6.2.4 ÉTABLISSEMENT EN ACTIVITÉ**

#### **0.6.2.4.1 Travaux effectués dans un établissement en activité**

Lorsque le chantier n'est pas clos et indépendant et que les travaux, objet du marché, sont effectués dans un établissement en activité, ils sont soumis aux dispositions du décret 92/158 du 20 février 1992.

## **0.6.3 PLAN D'HYGIÈNE & DE SÉCURITÉ**

### **0.6.3.1 PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ**

#### **0.6.3.1.1 PGC**

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, sera remis avant le début de la période de préparation et comprendra :

- Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;
- Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Les mesures de coordination prises par le coordonnateur SPS. et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
  - \* Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales ;
  - \* Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
  - \* La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;
  - \* Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
  - \* Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
  - \* L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
  - \* Les mesures prises en matière d'interactions sur le site ;
- Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;
- Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de sécurité, de santé et de conditions de travail ;
- Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;
- Les modalités de coopération entre les entrepreneurs employeurs ou travailleurs indépendants.

### **Nota :**

Le Plan Général de Coordination (PGC) en matière de sécurité et de protection de la santé est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### **0.6.3.2 PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ (PPSPS)**

#### **0.6.3.2.1 Généralité**

Plan particulier de sécurité et de protection de la santé. L'entreprise d'un ou plusieurs lots établit ce plan avec toute la rigueur de son lot et est tenu de le donner au coordonnateur CSPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur CSPS. Cette obligation est applicable quel que soit le rang de l'entreprise (entreprise générale, cotraitants, sous-traitant) qui exécute une tâche sur le chantier.

Dans le cas où l'un des entreprises envisagerait de sous-traiter une partie de son lot qu'il est tenu d'informer chacun de ses sous-traitants que, l'opération étant soumise à l'élaboration d'un PGC SPS, ils seront tenus de remettre au coordonnateur CSPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le(s) Plan(s) Particulier(s) de Sécurité et de Protection de la Santé doit (doivent) être remis au coordonnateur dans les délais fixés par le décret en vigueur au moment des travaux. Les PPSPS sont remis au coordonnateur CSPS dans le cas où l'opération serait classée en 1re et 2ème catégorie ainsi que dans le cas de travaux présentant des risques particuliers.

#### **0.6.3.2.2 PPSPS 1**

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé mentionnant :

- Les noms et adresse de l'entreprise de chaque lot
- L'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier,
- Le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

#### **0.6.3.2.3 PPSPS 2**

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé comporte obligatoirement et de manière détaillée :

- Les dispositions en matière de secours et d'évacuation, et notamment :
  - \* Les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades ;
  - \* L'indication du nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;
  - \* L'indication du matériel médical existant sur le chantier ;
  - \* Les mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves.

Lorsque ces dispositions sont prévues par le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, mention peut être faite du renvoi à ce plan.

- Les mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail mentionnées par L'OPPBTP et celle des locaux destinés au personnel, en application notamment des dispositions R.4534-137 à R.4534-145 du Code du travail concernant les bases vie et les installations d'hygiène sur les chantiers. Tout chef d'entreprise employant au moins un salarié doit mettre à disposition de son personnel des bases vie et des installations d'hygiène adaptées. Le type et le nombre de bases vie et d'installations d'hygiène dépendent de la durée du chantier, du nombre des opérateurs, des nécessités et contraintes du chantier. Le Code du travail prévoit une base commune de règles à respecter en matière d'installations, et ce, quelle que soit la durée du chantier.

#### **0.6.3.2.4 PPSPS 3**

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé mentionne également, en les distinguant :

- Les mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques spécifiques qui en découlent ;
- De l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la sécurité et la santé des travailleurs de l'entreprise de chaque lot ou du travailleur indépendant ;
- Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses ;
- La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste du nouveau code du travail.
- Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la sécurité et la santé que peuvent encourir les salariés de l'entreprise de chaque lot lors de l'exécution de ses propres travaux.

Lorsqu'il ressort du plan général de coordination et de l'analyse préalable des risques menée par l'entreprise de chaque lot qu'une ou plusieurs des mesures mentionnées au présent II n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques, résultant en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste prévue dans le nouveau code du travail et réputé connu par l'entreprise, puis il en fait mention expresse sur le plan.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### 0.6.4 SÉCURITÉ DES PERSONNES

#### 0.6.4.1 ÉQUIPEMENTS INDIVIDUELS ET COMMUNS

##### 0.6.4.1.1 Casques et garde-corps de chantier

L'entreprise du lot de gros-œuvre est tenu d'assurer la sécurité des personnes en visite sur le chantier. Il devra fournir en quantité suffisante les casques de chantier et prévoir toutes les protections nécessaires pour éviter tout accident sur ces personnes lors de leurs déplacements sur le chantier.

### 0.6.5 SÉCURITÉ COLLECTIVE

#### 0.6.5.1 RESPONSABILITÉ COLLECTIVE

##### 0.6.5.1.1 Responsabilité collective

Conformément au décret et des normes en vigueur au moment des travaux et concernant la sécurité des personnes (clôture complète du chantier), toutes les mesures de sécurité nécessaires à la protection des personnes extérieures à la réalisation du chantier (passants, visiteurs, etc.) ainsi que toutes personnes participant aux travaux devront être prévues à la charge de l'entreprise lot 01. Bien que la responsabilité de la maîtrise d'œuvre ne puisse en aucun être mise en cause à ce titre, l'entreprise concerné ne pourra refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection déjà prises si elles sont jugées insuffisantes.

### 0.6.6 NUISANCES

#### 0.6.6.1 CONTRAINTES DIVERSES

##### 0.6.6.1.1 Nuisance pour enseignement

L'établissement n'étant pas fermé durant les travaux et les cours étant toujours dispensés, les entreprises devront tenir compte des horaires de classe et éviter l'utilisation d'engins bruyants ou nocifs. L'emploi de scies diamantées ou des interventions durant les week-end et périodes de vacances scolaires seront nécessaires à la bonne entente avec les utilisateurs.

##### 0.6.6.1.2 Nuisance pour voisinage

L'ouvrage étant situé dans un périmètre sensible, les entreprises devront tenir compte des horaires de présence et éviter l'utilisation d'engins bruyants ou nocifs. L'emploi de scies diamantées ou des interventions durant les week-end et jours fériés seront nécessaires à la bonne entente avec les utilisateurs.

#### 0.6.6.2 BRUITS DE CHANTIER

##### Annexe 1 - Bruits de chantier

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux seront strictement applicables

##### A) Textes législatifs - Réglementation

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment les textes suivants :

##### Législation

La Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992, dite « loi bruit », relative à la lutte contre le bruit a été abrogée par l'Ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000. Cependant, les dispositions de cette loi ont été reprises et codifiées dans le Code de l'environnement aux articles L571-1 à L571-25.

##### Codes et règlement type

Code de la santé publique

## **CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS**

### **Code des Collectivités territoriales**

Application des articles relatifs au constat et à la répression des bruits de voisinage.

### **Règlement sanitaire départemental type**

Circulaire de l'article relatif à une autorisation et aux dispositions réglementaires à prendre pour des travaux à exécuter dans des zones particulièrement sensibles.

### **Autres textes officiels relatifs aux bruits de chantier**

#### **Décrets**

Décret relatif à l'insonorisation des engins de chantier à titre transitoire, les arrêtés d'application demeurent en vigueur ainsi que les sanctions pénales, jusqu'à parution au fur et à mesure des arrêtés d'application.

#### **Arrêtés**

Dispositions purement nationales.

#### **Dispositions communautaires**

Pris en application :

- Des moto-compresseurs ;
- Des groupes électrogènes de puissance ;
- Des groupes électrogènes de soudage ;
- Des grues à tour ;
- Des marteaux-piqueurs et des brise-béton ;
- Des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des bouteurs, des chargeuses et des chargeuses -pelleteuses.

#### **Réglementation européenne**

La réglementation européenne ne concerne que certaines catégories d'engins et se substitue pour celles-ci à la réglementation française. À terme et en fonction de l'élaboration de nouvelles directives, la réglementation européenne se substituera totalement à la réglementation nationale. Il existe ainsi aujourd'hui en France une procédure française d'homologation des engins et une procédure européenne, qui diffèrent sensiblement.

#### **Travaux exécutés dans des zones particulièrement sensibles**

Le règlement sanitaire départemental type (exemple la circulaire du 9 août 1978) indique dans son article 101.3 que « devront faire l'objet d'une autorisation et de dispositions réglementaires prises par l'autorité locale les travaux exécutés de jour et de nuit dans des zones particulièrement sensibles du fait de la proximité d'hôpitaux, d'établissements d'enseignement et de recherche, de crèches, de maternités, de maisons de convalescence et de retraite, ou autres locaux similaires. Dans ce cas, pourront être désignés par l'autorité locale un emplacement particulièrement protégé pour les engins ou des dispositifs d'utilisation ou de protection visant à diminuer l'intensité du bruit qu'ils émettent ».

#### **Constat et répression des bruits de voisinage**

Applications de l'arrêté préfectoral et / ou de l'arrêté municipal (quand ils existent) par les inspecteurs de salubrité, par la DDASS, par la gendarmerie et par les agents des collectivités territoriales.

Le décret sur les procédures comportera un avis obligatoire du maire ; le préfet pourra y soumettre des activités même non incluses dans la nomenclature.

#### **Norme NF S 31-010 révisée**

Norme NS S 31-010 de décembre 1996, ci-avant mentionnée relatifs au bruit de voisinage, mentionnent explicitement que la méthode de mesure est celle retenue par la norme NF S 31-010 ci-avant mentionnée.

#### **Infractions sur les chantiers**

Lutte contre les bruits de voisinage, précise que les infractions des chantiers en la matière doivent être caractérisées par le dépassement de l'émergence prévue par l'article du Code de la santé publique en vigueur au moment des travaux (cela nécessite une mesure acoustique) et le non-respect des règles sur les conditions d'exercice fixées par les autorités compétentes.



## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### **Prescriptions essentielles concernant les bruits de chantier**

#### **Obligations de résultat**

Dans le cadre contractuel de leurs marchés, les entreprises du présent marché seront tenues à une obligation de résultat. Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le maître de l'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions qui s'imposent.

#### **Contrôles permanents dans les cas sensibles**

Dans le cas où le chantier se trouve très proche d'un environnement sensible, le contrôle des niveaux des bruits de chantier devra être permanent.

Ce contrôle permanent pourra être réalisé par la mise en place de capteurs sur la façade du bâtiment sensible, qui vérifieront en permanence que le niveau sonore ne dépasse pas le niveau réglementaire.

#### **Chantiers de voiries - tranchées pour réseaux urbains**

Toutes dispositions devront être prises pour coordonner les travaux pour les différents réseaux et ainsi réduire la durée des nuisances.

Il est signalé à ce sujet que de nombreuses conventions ont déjà été signées dans ce but à l'échelle locale dans l'esprit d'un précédent protocole de coordination des travaux datant de février 1996.

#### **Ces conventions ont été passées entre :**

- EDF-GDF ;
- France Télécom ;
- Fédération nationale des collectivités concédantes et régies ;
- Syndicat professionnel des entreprises gazières non nationalisées ;
- Association nationale des régies de services publics et d'organismes constitués.

#### **Sanctions**

- Des sanctions pourront être prises contre les entrepreneurs, sur la lutte contre les bruits de voisinage, lorsqu'il est porté atteinte à la tranquillité des riverains.
- Les sanctions pécuniaires sont entièrement à la charge de l'adjudicataire sanctionné.
- Coûts des dispositions à prendre pour respecter les différentes réglementations en matière de bruits de chantier
- Ces coûts restent à la charge de chaque adjudicataire, ils sont implicitement compris dans le prix du marché

Ils ne pourront en aucun cas être portés au compte prorata, sauf dans le cas de mesures ou dispositions collectives.

#### **Solutions opérationnelles concernant les bruits de chantier :**

- Pendant la période de préparation
- La préparation du chantier permet des progrès très importants. De fait, il est possible, même facile, d'inclure le problème du bruit dans une réflexion qualité sur le chantier, au même titre que la sécurité, par exemple.
- Le premier bénéfice de ce type de démarche est d'éviter les travaux inutiles de type reprise ou destruction d'ouvrages, toujours coûteux, difficiles et bruyants : ils nécessitent souvent la mise en place d'un compresseur et d'un marteau pneumatique ou d'une scie à diamants. Un chantier « zéro bruit » sera avant tout un chantier « zéro reprise ».
- Les autres idées qui peuvent se dégager, notamment pendant la phase de préparation de chantier, seront simples et organisationnelles : éviter de poster la centrale à béton à côté d'une zone sensible, éviter de percer pendant les horaires où cela gêne le plus, etc.
- Ainsi, maîtriser les nuisances acoustiques générées vis-à-vis du personnel du chantier et de son voisinage peut être obtenu en supprimant les bruits « non nécessaires »
- Les bruits de marteaux-piqueurs pour le piquage des erreurs de bétonnage, les coups de masse pour nettoyer les cuves ou trémies des centrales à béton mal entretenues, les bruits issus d'utilisations inadaptées des engins et matériels, ainsi que les coups de marteau pour desserrer les écrous à ailettes des banches, qui peuvent être remplacés par des écrous vissés.
- Pour chacun de ces points, on peut faire des scénarios : « Que puis-je faire pour améliorer cette solution ? Une solution de remplacement est-elle plus avantageuse ? » Bien sûr, ces analyses comparatives se doublent d'une approche économique. Généralement, il est possible de faire des progrès sensibles en adaptant tel ou tel mode opératoire. Notons que le critère économique n'est pas le seul pertinent. En effet, le bruit fait partie du chantier, au même titre que son activité. Le message de réduction du bruit peut parfois être difficile à faire passer sur le chantier, et ce sujet doit faire

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

l'objet de sensibilisations soigneuses.

- La maîtrise de ces nuisances, qui implique un effort de sensibilisation du personnel d'encadrement et d'exécution des tâches, n'entraîne pas dans la plupart des cas des surcoûts et va dans le sens de l'amélioration de la qualité et des délais de réalisation des travaux.

### **Sensibilisation et suivi du personnel**

La communication associée à la mise en œuvre d'actions de réduction des nuisances en conditionne largement l'efficacité. Les gestes qui en découlent sont nouveaux et parfois inhabituels, aussi la sensibilisation et la formation du personnel à ces nouvelles préoccupations et pratiques sont fondamentales. Investis d'une nouvelle charge qu'ils peuvent ressentir comme une contrainte supplémentaire, il faut les responsabiliser et les valoriser par la plus-value qu'ils apportent.

### **Matériel**

- Il faut chercher à réduire en priorité les niveaux du bruit généré par les engins et matériels très bruyants. Ainsi, les engins et matériels pneumatiques ont souvent été remplacés par leurs équivalents électriques, ce qui supprime les compresseurs à moteur thermique, source de bruit continue et importante en l'absence d'insonorisation. S'ils présentent un surcoût notable à l'achat et présentent des problèmes d'utilisation par temps de pluie, on a cependant pu, dans le cas des vibreurs par exemple, abaisser l'émission sonore au poste de travail et ils sont plus maniables.

- Par ailleurs, les engins et matériels utilisés pour le chantier peuvent être insonorisés. Cela a notamment été le cas des marteaux-piqueurs, ainsi que des centrales à béton.

- Les fabricants d'engins et de matériels de chantier modifient leurs produits sous des contraintes réglementaires.

### **Logistique et modes opératoires**

La mise en œuvre de divers moyens logistiques permet d'influencer notablement sur les nuisances sonores (durée ou intensité...), par exemple :

- Si la place disponible sur le site le permet, doubler les engins et matériels réduit d'autant les durées d'émission en n'augmentant le niveau sonore que de 3 dB(A) ;

- Prévoir les installations de chantier pour que les camions puissent faire demi-tour au lieu de reculer supprime le strident et pénible klaxon de recul : positionner les sources de façon adaptée limite les vibrations et les bruits émis (par le biais d'écrans...) ;

- Utiliser les talkies-walkies pour communiquer avec le grutier dispense des cris ;

- Réaliser les arases des voiles en béton armé avec des règles magnétiques évite de recourir au marteau-piqueur pour des mises à la cote ultérieures.

### **Information des riverains**

- Il est évident que l'adjudicataire réalise ses travaux dans les limites imposées par les réglementations municipales. Mais même dans ce cadre, une évidence est souvent oubliée : un bruit avoué, et surtout prévu, est à moitié pardonné. Il est évident que l'usager qui connaît l'heure et la durée du bruit l'acceptera mieux que s'il ne sait pas quand il prendra fin. Cela est d'autant plus vrai que les usagers sont proches du chantier et sensibles au bruit.

- Au-delà des enseignements techniques développés ci-dessus, les expérimentations « chantiers verts » ont montré l'importance de communiquer avec son environnement. Tenus informés de ce qui se passe sur le chantier (destination et architecture du bâtiment, durée des phases les plus bruyantes ou les plus salissantes, nature des travaux...), les riverains s'impliquent dans le processus de construction et sont donc plus naturellement indulgents vis-à-vis des phases les plus perturbantes de leur vie quotidienne. Par ailleurs, ils sont rassurés sur le respect temporaire de ces gênes et sur leur « utilité ».

- Les idées à mettre en place sont simples : prendre contact avec ces usagers, évaluer les moments où ils seront le plus gênés, les prévenir.

#### **0.6.6.2.1 Bruits des engins sur site**

Il est fait le rappel à chaque entreprise d'un ou plusieurs qu'il devra prendre toute mesure pour ne pas perturber le voisinage lors de son intervention et qu'il doit également protéger son personnel et les autres intervenants sur site.

- Pour les bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, Les engins de chantier doivent répondre aux dispositions de l'Arrêté du 22 décembre 1994 relatif aux prescriptions techniques applicables aux engins de chantier. Cet arrêté fixe les prescriptions techniques applicables aux engins de chantier, notamment les niveaux sonores admissibles. Il est toujours en vigueur en 2023.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### **Véhicules. – engins de chantier**

- Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation respectent la réglementation en vigueur (notamment les engins de chantier sont conformes à un type homologué). L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

- Arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement :

- \* Art. 4 Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage.

### **Exposition du personnel aux bruits :**

- CODE DU TRAVAIL (Nouvelle Partie Réglementaire en vigueur en 2023).

#### **0.6.6.2.2 Établissement de santé**

- Les limites de bruits aériens dans les établissements de santé sont réglementées en France. L'arrêté du 17 avril 2023 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés pris en application des articles R. 1336-1 à R. 1336-16 du code de la santé publique et des articles R. 571-25 à R. 571-27 du code de l'environnement est en vigueur depuis le 27 avril 2023.

- Respect des prescriptions de l'AFDES.

Etc.

#### **0.6.6.2.3 Locaux de travail**

La correction acoustique des locaux de travail, ainsi que tous autres textes officiels concernant l'acoustique à l'intérieur des bâtiments connus à la prise d'effet précisée au CCTP.

Pour limiter l'exposition des personnes au bruit, différentes réglementations existent dans le domaine de l'acoustique des bâtiments. Celle-ci s'adresse à l'ensemble des parties-prenantes.

Les limites de bruits aériens dans les locaux de travail sont réglementées en France. Selon l'INRS, l'ouïe est en danger à partir d'un niveau de 80 décibels durant une journée de travail de 8 heures. De plus, si le niveau instantané est extrêmement élevé (supérieur à 135 décibels), toute exposition, même de très courte durée, est dangereuse.

La réglementation française fixe des valeurs minimales à respecter selon la surface et l'encombrement des locaux. Elle prévoit également des règles de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs exposés au bruit. L'évaluation des risques liés au bruit passe par une évaluation et si nécessaire un mesurage des niveaux de bruit auxquels les travailleurs sont exposés. Elle a pour objet de déterminer des indicateurs de risques, principalement niveau d'exposition sonore quotidienne exprimé en dB (A) et niveau de pression acoustique de crête (exprimé en dB ©) qui correspond à des bruits intenses mais courts et de décider des mesures de prévention appropriées.

#### **0.6.6.2.5 Bruit de voisinage**

- Décret n°2017-1244 du 7 août 2017 relatif aux bruits de voisinage et pris pour l'application de l'article L. 1337-7 du code de la santé publique 12. Le décret de 2017 a notamment modifié les dispositions relatives aux bruits de voisinage causés par les activités professionnelles, les travaux publics et les travaux privés.

- Vu le code pénal.

- Vu le code de la santé publique.

- Vu le nouveau code du travail.

Etc.

#### **0.6.6.2.6 Établissements recevant du public**

Arrêté du 1 août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création : l'article 9 de cet arrêté fixe des exigences minimales concernant le confort acoustique. Les valeurs réglementaires de temps de réverbération

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

et de surface équivalente de matériaux absorbants définies par les exigences acoustiques en vigueur doivent être respectées. Lorsqu'il n'existe pas de texte pour définir ces exigences, quel que soit le type d'établissement concerné, l'aire d'absorption équivalente des revêtements et éléments absorbants doit représenter au moins 25 % de la surface au sol des espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public ainsi que des salles de restauration.

### **0.6.6.3 PRESCRIPTIONS ESSENTIELLES CONCERNANT LES BRUITS DE CHANTIER**

#### **Obligations de résultat**

Dans le cadre contractuel de leurs marchés, les entrepreneurs seront tenus à une obligation de résultat. Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le maître de l'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions qui s'imposent.

#### **Contrôles permanents dans les cas sensibles**

Dans le cas où le chantier se trouve très proche d'un environnement sensible, le contrôle des niveaux des bruits de chantier devra être permanent.

Ce contrôle permanent pourra être réalisé par la mise en place de capteurs sur la façade du bâtiment sensible, qui vérifient en permanence que le niveau sonore ne dépasse pas le niveau réglementaire.

#### **Chantiers de voiries - tranchées pour réseaux urbains**

Toutes dispositions devront être prises pour coordonner les travaux pour les différents réseaux et ainsi réduire la durée des nuisances.

Il est signalé à ce sujet que de nombreuses conventions ont déjà été signées dans ce but à l'échelle locale dans l'esprit d'un précédent protocole de coordination des travaux datant de février 1996.

Ces conventions ont été passées entre :

- \* EDF-GDF ;
- \* Orange ;
- \* Fédération nationale des collectivités concédantes et régies ;
- \* Syndicat professionnel des entreprises gazières non nationalisées ;
- \* Association nationale des régies de services publics et d'organismes constitués.

#### **Sanctions**

Des sanctions peuvent être prises contre les entrepreneurs, fixées par le décret du 18 avril 1995 sur la lutte contre les bruits de voisinage, lorsqu'il est porté atteinte à la tranquillité des riverains.

Les sanctions pécuniaires sont entièrement à la charge de l'adjudicataire sanctionné.

Coûts des dispositions à prendre pour respecter les différentes réglementations en matière de bruits de chantier

Ces coûts restent à la charge de chaque entreprise d'un ou plusieurs lots, ils sont implicitement compris dans le prix du marché.

Ils ne pourront en aucun cas être portés au compte prorata, sauf dans le cas de mesures ou dispositions collectives.

### **0.6.6.4 SOLUTIONS OPÉRATIONNELLES CONCERNANT LES BRUITS DE CHANTIER**

#### **Pendant la période de préparation**

La préparation du chantier permet des progrès très importants. De fait, il est possible, même facile, d'inclure le problème du bruit dans une réflexion qualité sur le chantier, au même titre que la sécurité, par exemple. Le premier bénéfice de ce type de démarche est d'éviter les travaux inutiles de type reprise ou destruction d'ouvrages, toujours coûteux, difficiles et bruyants : ils nécessitent souvent la mise en place d'un compresseur et d'un marteau pneumatique ou d'une scie à diamants. Un chantier « zéro bruit » sera avant tout un chantier « zéro reprise ».

Les autres idées qui peuvent se dégager, notamment pendant la phase de préparation de chantier, seront simples et organisationnelles : éviter de poster la centrale à béton à côté d'une zone sensible, éviter de percer pendant les horaires où cela gêne le plus, etc.

Ainsi, maîtriser les nuisances acoustiques générées vis-à-vis du personnel du chantier et de son voisinage peut être obtenu en supprimant les bruits « non nécessaires » : les bruits de marteaux-piqueurs pour le piquage des erreurs de bétonnage, les coups de masse pour nettoyer les cuves ou trémies des centrales à béton mal entretenues, les bruits issus d'utilisations inadaptées des engins et matériels, ainsi que les coups de marteau pour desserrer les écrous à ailettes des banches, qui

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

peuvent être remplacés par des écrous vissés.

Pour chacun de ces points, on peut faire des scénarios : « Que puis-je faire pour améliorer cette solution ? Une solution de remplacement est-elle plus avantageuse ? » Bien sûr, ces analyses comparatives se doublent d'une approche économique.

Généralement, il est possible de faire des progrès sensibles en adaptant tel ou tel mode opératoire. Notons que le critère économique n'est pas le seul pertinent. En effet, le bruit fait partie du chantier, au même titre que son activité. Le message de réduction du bruit peut parfois être difficile à faire passer sur le chantier, et ce sujet doit faire l'objet de sensibilisations soigneuses.

La maîtrise de ces nuisances, qui implique un effort de sensibilisation du personnel d'encadrement et d'exécution des tâches, n'entraîne pas dans la plupart des cas des surcoûts et va dans le sens de l'amélioration de la qualité et des délais de réalisation des travaux.

### **Sensibilisation et suivi du personnel**

La communication associée à la mise en œuvre d'actions de réduction des nuisances en conditionne largement l'efficacité. Les gestes qui en découlent sont nouveaux et parfois inhabituels, aussi la sensibilisation et la formation du personnel à ces nouvelles préoccupations et pratiques sont fondamentales. Investis d'une nouvelle charge qu'ils peuvent ressentir comme une contrainte supplémentaire, il faut les responsabiliser et les valoriser par la plus-value qu'ils apportent.

### **Matériel**

Il faut chercher à réduire en priorité les niveaux du bruit généré par les engins et matériels très bruyants. Ainsi, les engins et matériels pneumatiques ont souvent été remplacés par leurs équivalents électriques, ce qui supprime les compresseurs à moteur thermique, source de bruit continue et importante en l'absence d'insonorisation. S'ils présentent un surcoût notable à l'achat et présentent des problèmes d'utilisation par temps de pluie, on a cependant pu, dans le cas des vibreurs par exemple, abaisser l'émission sonore au poste de travail et ils sont plus maniables.

Par ailleurs, les engins et matériels utilisés pour le chantier peuvent être insonorisés. Cela a notamment été le cas des marteaux-piqueurs, ainsi que des centrales à béton.

Les fabricants d'engins et de matériels de chantier modifient leurs produits sous des contraintes réglementaires.

### **Logistique et modes opératoires**

La mise en œuvre de divers moyens logistiques permet d'influencer notablement sur les nuisances sonores (durée ou intensité...), par exemple :

- Si la place disponible sur le site le permet, doubler les engins et matériels réduit d'autant les durées d'émission en
- N'augmentant le niveau sonore que de 3 dB(A) ;
- Prévoir les installations de chantier pour que les camions puissent faire demi-tour au lieu de reculer supprime le strident et pénible klaxon de recul : positionner les sources de façon adaptée limite les vibrations et les bruits émis (par le biais d'écrans...) ;
- Utiliser les talkies-walkies pour communiquer avec le grutier dispense des cris ;
- Réaliser les arases des voiles en béton armé avec des règles magnétiques évite de recourir au marteau-piqueur pour des mises à la cote ultérieures.

### **Information des riverains**

Il est évident que l'entreprise réalise ses travaux dans les limites imposées par les réglementations municipales. Mais même dans ce cadre, une évidence est souvent oubliée : un bruit avoué, et surtout prévu, est à moitié pardonné. Il est évident que l'usager qui connaît l'heure et la durée du bruit l'acceptera mieux que s'il ne sait pas quand il prendra fin.

Cela est d'autant plus vrai que les usagers sont proches du chantier et sensibles au bruit.

Au-delà des enseignements techniques développés ci-dessus, les expérimentations « chantiers verts » ont montré l'importance de communiquer avec son environnement. Tenus informés de ce qui se passe sur le chantier (destination et architecture du bâtiment, durée des phases les plus bruyantes ou les plus salissantes, nature des travaux...), les riverains s'impliquent dans le processus de construction et sont donc plus naturellement indulgents vis-à-vis des phases.

Les plus perturbantes de leur vie quotidienne. Par ailleurs, ils sont rassurés sur le respect temporaire de ces gênes et sur leur « utilité ».

Les idées à mettre en place sont simples : prendre contact avec ces usagers, évaluer les moments où ils seront le plus gênés, les prévenir.

## **CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS**

### **0.6.6.5 SALISSURES DU DOMAINE PUBLIC**

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc. du domaine public, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entreprise fautif sera seul responsable des conséquences et le maître d'œuvre a la possibilité de faire intervenir une autre entreprise aux de cet entreprise défaillant.

## **0.6.7 CIRCULATION SUR LE CHANTIER**

### **0.6.7.1 CHEMINEMENT**

#### **0.6.7.1.1 Circulation sur le chantier**

L'entreprise du lot gros-œuvre devra prévoir toutes les passerelles, escaliers provisoires, échafaudages, ascenseurs de chantier pour assurer une libre circulation sur le chantier. Tous ces équipements auront nécessairement des protections et garde-corps. L'entretien et le déplacement de ces ouvrages seront à la charge et sous la responsabilité du lot gros-œuvre.



## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### 0.7 COORDINATION TECHNIQUE

#### 0.7.1 RENSEIGNEMENTS À FOURNIR

##### 0.7.1.1 EMPLACEMENT ET SURCHARGE D'OUVRAGES

###### 0.7.1.1.1 Précisions des surcharges d'ouvrages

L'entreprise concernée doit fournir, en temps utile, les précisions relatives à ses ouvrages, en particulier :

- Niveaux d'arase et nus bruts,
- Emplacements et définitions de surcharges spéciales,
- Emplacements des canalisations, gaines, tuyauteries, etc.

#### 0.7.2 PLAN D'ORGANISATION DE CHANTIER

##### 0.7.2.1 PLAN DE CHANTIER

###### 0.7.2.1.1 Plan de chantier

L'entreprise du lot gros-œuvre, à sa charge, l'établissement du plan d'organisation du chantier. Ce plan est établi en accord avec les différentes entreprises et comportera :

- Les dispositions d'accès, de voiries provisoires, parkings, etc. ;
- Les emplacements des engins de levage, bétonnières, aires de coffrage et de ferrailage, dépôts de matériaux, de gravois ;
- Les emplacements des magasins, cantines et bureaux ainsi que tous les locaux d'hygiène ;
- Les emplacements de stockage de terre.

#### 0.7.3 LIVRAISON ET STOCKAGE

##### 0.7.3.1 APPROVISIONNEMENT ET LIVRAISONS

Chaque entreprise du présent marché ne doit pas être la cause d'un obstacle quelconque au bon déroulement de l'approvisionnement des matériaux des autres lots, et ceux-ci seront réalisés conformément au plan d'installation validé par le maître d'œuvre et le coordonnateur CSPS.

Tout entreprise du présent projet doit le transport à pied d'œuvre et le stockage sur le chantier de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux de son corps d'État.

Le transport à pied d'œuvre inclus manutentions, appareils divers de levage, des coltinages nécessaires, emballages, protections, installations en cours de transport, de chargement et de déchargement.

Les matériaux approvisionnés ne peuvent être retirés pour être employés sur un autre chantier.

##### 0.7.3.2 LE STOCKAGE

Le stockage sur chantier (conformément au plan d'installation précité) comprend installations nécessaires, protections en cours du chantier, nettoyages au fur et à mesure des divers lieux de stockage et de l'enlèvement des emballages et déchets aux décharges publiques spécialisées. L'entreprise reste responsable de toutes dégradations et détournements de ses approvisionnements.

En cas de gêne à la réalisation des ouvrages, le stockage des matériaux doit être évacué par l'entreprise sur simple injonction de la maîtrise d'œuvre.

En cas de non-respect de cette injonction, le maître d'ouvrage pourra, dans les huit jours suivant la mise en demeure, procéder à l'enlèvement des matériaux entreposés dans les locaux vers une décharge publique appropriée et ou mis en vente aux enchères dites publiques, et cela sans poursuites, réclamations ou contestations de la part de l'entreprise du présent projet et à ses frais exclusifs. En effet, aucune indemnité ne sera allouée à l'entreprise incriminée pour les déménagements, et même eux dits successifs.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### 0.7.4 VÉRIFICATION DES TRAVAUX

#### 0.7.4.1 ESSAIS

##### 0.7.4.1.1 Attestations d'essais de fonctionnement remplacent les anciens Essais dits COPREC

En vue de la qualité des matériaux, tous les essais obligatoires visés aux CCTP, et demandés par le bureau de contrôle éventuel ou l'architecte seront dus par les entrepreneurs. Tout entrepreneur doit satisfaire aux essais complémentaires que la maîtrise d'œuvre lui demanderait durant l'exécution des travaux ou même après. D'autre part, les entrepreneurs les PV COPREC (Procès-verbal de réception des travaux) ont été remplacés par les attestations d'essais de fonctionnement en France 1. Les attestations d'essais de fonctionnement permettent aux entreprises de formaliser, avant réception, la vérification du bon fonctionnement des équipements.

### 0.7.5 VISITES EN ATELIERS

#### 0.7.5.1 VISITES EN ATELIER

##### 0.7.5.1.1 Vérification des matières premières et contrôle de fabrications

En fonction du type de travaux du présent marché et dans le but de procéder à la vérification et à l'essai des matières premières avant usinage, au contrôle de la fabrication et de l'expédition des fournitures destinées aux travaux de marché, la maîtrise d'œuvre pourra se faire représenter dans usines, magasins, ateliers ou carrières de l'entreprise et de ses fournisseurs. Les diligences nécessaires auprès des fournisseurs pour ces contrôles incombent à chaque entreprise d'un ou plusieurs lots du présent projet.

### 0.7.6 CONDITIONS D'EXÉCUTION

#### 0.7.6.1 PILOTAGE PROPRE À L'ENTREPRISE

##### 0.7.6.1.1 Coordination propre à l'entreprise

Chaque entreprise coordonnera toutes les actions et assurera toutes les mises au point nécessaires à l'harmonisation et à la perfection de ses ouvrages. Il recherchera toutes indications qui lui sont utiles à l'adaptation de ses ouvrages et fournitures. Il réalisera les travaux préparatoires indispensables. Les conditions imposées aux entreprises des divers lots du présent projet et qui devront être respectées, notamment les prévisions d'exécution, les impératifs de fourniture et de mise en œuvre. Toute insuffisance à ces dispositions sera supportée financièrement par l'entreprise concernée.

### 0.7.7 BUREAU DE CONTRÔLE

#### 0.7.7.1 BUREAU DE CONTRÔLE

##### 0.7.7.1.1 Nom du bureau de contrôle

Il est porté à la connaissance des entreprises du présent projet que le maître d'ouvrage nomme un bureau de contrôle technique ayant pour mission de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des ouvrages. Les entreprises du présent projet sont ainsi tenus de se soumettre à toutes vérifications, examens et essais que le bureau de contrôle jugera nécessaire. Les frais d'études et d'analyses seront à la charge des différents lots.

Mission confiée à : **BUREAU VERITAS.**

**0.7.8 ORDONNANCEMENT ET COORDINATION****0.7.8.1 MISSION OPC****0.7.8.1.1 Nom de l'ordonnancement, pilotage et coordination**

Il est porté à la connaissance des entreprises du présent projet que le maître d'ouvrage confie à un bureau spécialisé en OPC (ordonnancement, pilotage et coordination) une mission de coordination, ce en étroite relation avec la maîtrise d'œuvre. Les avis et décisions de ce cabinet prévalent toutes dispositions aux plannings et calendriers de chantier.

Mission confiée à : **CRESCENDO CONSEIL**.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### 0.8 MISE EN ŒUVRE DES MATÉRIAUX

#### 0.8.1 DÉFINITION

##### 0.8.1.1 RESPONSABILITÉS

###### 0.8.1.1.1 Responsabilité de chaque entreprise du présent projet

La fourniture des matériaux et leur mise en œuvre étant l'essence même de la profession de l'entreprise de chaque lot du présent projet, ce dernier en est seul responsable vis-à-vis du maître d'ouvrage, et est seul tenu responsable des désordres pouvant résulter de l'une ou l'autre cause ou de leur réunion, sans pouvoir se décharger au préjudice du maître d'ouvrage de tout ou partie de cette responsabilité.

Si la maîtrise d'œuvre imposait, soit lors de la signature du marché, soit au cours des travaux, l'emploi d'articles ou objets de fabrication spéciale au sujet desquels l'entreprise concernée aurait formulé des réserves écrites et motivées, la responsabilité de celui-ci ne pourrait porter que sur la mise en œuvre, à l'exclusion des conséquences directes ou indirectes de l'emploi dont il s'agit.

###### 0.8.1.1.2 Responsabilité des dégâts

Tous les frais entraînés par la suite de dégradations ou détournements seront supportés intégralement par l'entreprise défaillante.

Tous les éléments utilisés pour la construction, installation ou équipement quelconque (sauf fers à béton, métaux non ferreux ou métallisés) seront livrés sur chantier, revêtus, après nettoyage et brossage, sur toutes leurs parties (également celles destinées à être scellées, cachées ou inaccessibles après la pose), au minimum d'une couche de peinture ou de produit approprié qui constituera une protection efficace et durable contre l'humidité et l'oxydation.

La peinture ou le produit employé devra être compatible avec la peinture éventuelle définitive et être préalablement soumis à l'agrément de la maîtrise d'œuvre. En cas d'absence d'agrément, de protection insuffisante, de détérioration à l'exécution de la peinture définitive, ou de non-conformité, la maîtrise d'œuvre pourra sans supplément de prix, imposer l'exécution d'une couche supplémentaire ou une reprise complète. Les matériaux de protection utilisés seront retirés et évacués par les soins de l'entreprise de chaque lot, et selon les besoins et au plus tard en fin de chantier.

##### 0.8.1.2 TRANSPORT

###### 0.8.1.2.1 Transport à pied d'œuvre

Chaque entreprise doit le transport à pied d'œuvre et le stockage sur chantier de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux de son corps d'état et ce quelle que soit la distance. Le transport à pied d'œuvre comprend :

- Toutes manutentions, appareils de levage, coltinages nécessaires,
- Tous emballages, protections et autres,
- Toutes installations en cours de transport, de chargement et de déchargement.

Les matériaux approvisionnés ne peuvent être retirés pour être employés sur un autre chantier. Les matériaux refusés par la maîtrise d'œuvre doivent être mis de côté et signalés de façon apparente en attendant leur enlèvement du chantier. Les approvisionnements sont réalisés uniquement suivant les plages horaires à définir avec la maîtrise d'œuvre pour la sécurité du public.

### 0.8.2 MATÉRIAUX TRADITIONNELS

##### 0.8.2.1 RESPECT DES RÈGLES DE L'ART

###### 0.8.2.1.1 Respect des normes

Les fournitures et ouvrages seront fixés et exécutés conformément aux règles de l'Art en respectant les prescriptions des normes AFNOR, cahiers et règles de calcul DTU de chaque lot.

## **CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS**

### **0.8.3 MATÉRIAUX NOUVEAUX**

#### **0.8.3.1 OUVRAGES NON TRADITIONNELS**

##### **0.8.3.1.1 Avis techniques**

Les ouvrages de nature non traditionnelle ou faisant appel à des techniques ou matériaux nouveaux, proposés par les entreprises du présent projet devront faire l'objet d'un avis technique de la commission spécialisée ou avoir bénéficié d'une enquête particulière d'un organisme agréé.

La fourniture et la mise en œuvre devront être conformes à cet avis et tenir compte des observations ou réserves formulées par la commission. Les matériaux ou procédés n'ayant pas fait l'objet d'avis technique, les entreprises doivent fournir, à la maîtrise d'œuvre, une documentation technique complète et détaillée, un accord du bureau de contrôle confirmé par une attestation de prise en charge par les assurances de chaque entreprise. Dans les deux cas, la maîtrise d'œuvre se réserve le droit de refuser les procédés ou matériaux proposés.

### **0.8.4 MATÉRIAUX DE SUBSTITUTION**

#### **0.8.4.1 LISTE DES MATÉRIAUX ÉQUIVALENTS**

##### **0.8.4.1.1 Liste des matériaux de substitution**

Les entreprises du présent projet ont ainsi la possibilité de proposer à la maîtrise d'œuvre des matériaux d'aspect, de dimensions et de qualités au moins équivalentes à ceux énoncés dans le CCTP. Une liste de matériaux proposés doit être jointe à la proposition de l'entreprise. Tout entreprise s'engage auprès de la maîtrise d'œuvre, à proposer, en cas de nécessité, le remplacement des matériaux prévus, soit aux différentes pièces constituant ses engagements, soit aux ordres donnés par la maîtrise d'œuvre et à faire son affaire personnelle de la fourniture de ces matériaux de remplacement.

### **0.8.5 MATÉRIAUX DÉFECTUEUX**

#### **0.8.5.1 DÉMOLITIONS D'OUVRAGES**

##### **0.8.5.1.1 Démolition d'ouvrages défectueux**

Tous matériaux défectueux et/ou dont la mise en œuvre n'est pas satisfaisante pourront être refusés par la maîtrise d'œuvre. Chaque entreprise concernée s'engage à les retirer ou les démolir à ses frais dans les délais prescrits. Si ces délais ne sont pas respectés, l'ouvrage présentant des défauts sera détruit aux frais, risques et périls de l'entreprise incriminée. La maîtrise d'œuvre peut conserver les matériaux ou/et les ouvrages défectueux, mais il restera seul juge de la moins-value à effectuer sur ceux-ci.

### **0.8.6 ÉCHANTILLONS ET MAQUETTES**

#### **0.8.6.1 PRÉSENTATION DES ÉCHANTILLONS**

##### **0.8.6.1.1 Présentation des échantillons**

Dès l'ouverture du chantier, l'entreprise doit présenter à la maîtrise d'œuvre, un échantillon avec sa référence ou une maquette des différents matériaux ou ensemble des différents matériaux décrits dans les devis descriptifs dont il prévoit l'emploi dans un délai de deux semaines maximum après l'ouverture du chantier. Ces échantillons doivent, à la demande du maître d'œuvre, être conservés dans le bureau de chantier durant l'exécution des travaux, de manière à servir de référence. La présentation de ces différents échantillons est faite en accord avec le maître d'œuvre.

Tous les frais relatifs à cette présentation font partie intégrante du Prix Globale et Forfaitaire. L'entreprise reste propriétaire de ces échantillons et il en assure la reprise après la réception des travaux.

## **CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS**

### **0.8.7 RÉVISION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES**

#### **0.8.7.1 ENTRETIEN DES OUVRAGES AVANT RÉCEPTIONS**

##### **0.8.7.1.1 Entretien des ouvrages**

En fin de chantier, chaque entreprise procédera ainsi à la révision complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté. L'entreprise donnera suivant le type d'ouvrage de son lot les ajustements nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, et cela jusqu'à réception et chaque fois que cela s'imposera. Durant la période de garantie contractuelle, l'entreprise devra également procéder à l'entretien de ses ouvrages nécessaires et d'en assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux.

Tous les frais de raccords, de réfection et notamment de remise en peinture, de nettoyage suite à la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage sera également à la charge de l'entreprise concerné, y compris durant la période de garantie contractuelle.

### **0.8.8 DIMENSIONNEMENT DES MATÉRIAUX**

#### **0.8.8.1 RESPECT DES DIMENSIONS**

##### **0.8.8.1.1 Conformité des dimensions**

Les dimensions et dispositions des matériaux et ouvrages doivent être conformes aux stipulations des pièces du marché et du présent document. Chaque entreprise de chaque lot s'engage à faire démolir et remplacer, à leurs frais, tous ouvrages exécutés sans ordre et ne répondant pas aux stipulations. Il assure seul la responsabilité qui pourrait découler de ses erreurs ou de la non-vérification des plans (notamment la cotation de chaque ouvrage).

### **0.8.9 CONTRÔLE**

#### **0.8.9.1 VÉRIFICATION DE LA QUALITÉ DES MATÉRIAUX**

##### **0.8.9.1.1 Essais et épreuves**

En vue de vérifier la qualité des matériaux, tous les essais "obligatoires" visés aux Cahiers des Charges du CSTB ainsi que les essais imposés dans le cours des lots du Devis Descriptif, les contrôles et essais demandés par la maîtrise d'œuvre sont dus par l'entreprise concerné à ce titre, l'entreprise doit fournir tous les échantillons nécessaires ainsi que la mise en condition et les transports des ouvrages destinés à être soumis aux essais.

D'une part l'entreprise doit également satisfaire aux essais complémentaires que la maîtrise d'œuvre lui demanderait durant ou après l'exécution des travaux sur chantier ou en usine. Les frais en découlant sont à la charge du maître d'ouvrage si les essais sont satisfaisants, et à la charge de l'entreprise concerné dans le cas contraire.

D'autre part avant la réception des travaux, l'entreprise doit effectuer les essais et contrôles concernant les installations précisées dans le document technique, contrôle technique de type A, à ses frais.

Ainsi, toutes les imperfections relevées doivent être corrigées et une nouvelle série d'essais est effectuée jusqu'à complète satisfaction. Le résultat des derniers essais doit faire l'objet d'un procès-verbal du contrôleur technique qui aura été missionné et il est adressé par l'entreprise en deux exemplaires à la maîtrise d'œuvre.



## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### 0.9 DÉPENSES COMMUNES INTER-ENTREPRISES

Les dépenses interentreprises sont des dépenses :

- Elles sont engagées par une ou des entreprises du chantier et/ou la maîtrise d'œuvre et/ou la maîtrise d'ouvrage pour le compte d'une ou plusieurs entreprises du chantier
- Elles sont sur décision d'une ou plusieurs entreprises du chantier et/ou de la maîtrise d'œuvre et/ou de la maîtrise d'ouvrage
- Ces dépenses peuvent résulter d'un accord amiable entre les entreprises du chantier (exemples : prestation de levage effectuée par le lot 1 pour une autre entreprise ; échafaudage mis en place par le façadier, et utilisé contre rémunération par d'autres entreprises).

Les dépenses interentreprises peuvent également résulter d'une décision de la maîtrise d'œuvre et/ou de la maîtrise d'ouvrage, notamment en cas de non-respect de ses obligations par une ou plusieurs entreprises, ou en cas de dégradation d'ouvrages par une entreprise.

Les dépenses interentreprises ne sont définies ni dans le CCAG Travaux, ni dans la norme NF P03-001. Si le CCAP ou la convention de gestion mise en place ne les prévoient pas, un entrepreneur qui a engagé des dépenses pour le compte d'une autre entreprise sans faire signer de bon de commande n'a aucun moyen juridique de se faire payer.

La convention de gestion mise en place par SAEBTP prévoit le mode règlement des dépenses interentreprises. En cas de blocage sur le chantier, cela permet au Maître d'œuvre de faire intervenir une entreprise à la place d'une autre, en étant sûre que l'entreprise concernée sera payée, et que l'entreprise fautive subira la retenue correspondante. Le cadre juridique des dépenses interentreprises est ainsi sécurisé.

#### 0.9.1 COMPTE PRORATA

##### Les dépenses de compte prorata

Lors de la construction d'un bâtiment, les dépenses de compte prorata (ou dépenses d'intérêt commun) sont les dépenses engagées pour le chantier dans l'intérêt commun, n'étant attribuées à aucun lot et ne résultant pas du non-respect de ses obligations par une ou plusieurs entreprises du chantier. Ce sont souvent des dépenses imprévisibles ou qu'il n'est pas possible de chiffrer précisément avant le démarrage du chantier.

Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun les fournitures et ou ouvrages destinés à être reçus par le maître de l'ouvrage et qui auraient été omises dans les documents du marché.

Une convention inter entrepreneurs sera mise en place pour les dépenses communes à la vie du chantier telles que, électricité, dispositifs à la sécurité des ouvriers, installations sanitaires, dépenses de treuil, etc. La convention sera de type AFNOR : norme NF P03-001 du 20 octobre 2017 annexes A & B. Le contrôle des dépenses sera assuré par l'architecte et les entrepreneurs prendront en considération le coût du compte, environ 2%, dans leur offre.

Il est rappelé à ce sujet, les dispositions du chapitre 14 et les Annexes A, B, C et D du CCAG (norme NF P03-001 du 20 octobre 2017), dont notamment les articles suivants :

##### 1 - Imputation

- Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus au descriptif et qui ne sont pas affectés par l'annexe A ou B de la présente norme sont inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » géré et réglé comme il est dit ci-dessous à l'article 2.
- Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché.
- Le Cahier des clauses administratives particulières peut prévoir que certaines prestations d'intérêt commun, qu'il énumère, sont fournies par le maître d'ouvrage.

##### 2 - Gestion et règlement du compte prorata

- Les modalités de gestion et de règlement du compte prorata sont fixées, en l'absence de convention particulière, par l'annexe C du présent document.
- Si une convention particulière est conclue, copie de cette convention est adressée pour information au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de 15 jours à compter de sa conclusion, par la personne chargée de la gestion du compte prorata.
- Dans les 90 jours qui suivent la réception des travaux, la personne chargée de la tenue du compte prorata adresse au maître d'œuvre une attestation faisant apparaître la situation de chaque entrepreneur vis-à-vis du compte prorata. Cette attestation, que le maître d'œuvre joint au décompte définitif adressé au maître d'ouvrage :

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

- \* soit déclare que l'entrepreneur est en règle quant à ses obligations au titre du compte prorata ;
- \* soit indique la somme dont celui-ci est encore redevable à ce titre.

### **0.9.1.1 LES DÉPENSES COMMUNES NE DOIVENT PAS TOUTES FIGURER AU COMPTE PRORATA**

Qui doit prendre en charge les dépenses d'intérêt commun (ou dépenses communes de chantier) comme les branchements provisoires d'eau, d'électricité et d'égout, les panneaux de chantier, le bureau de chantier et les clôtures ainsi que l'équipement des bâtiments en eau et électricité ? A qui imputer les consommations d'eau et d'électricité sur le chantier, le nettoyage et le chauffage du chantier ?

Les dépenses communes sont imputées à un lot (gros œuvre, électricité, plomberie...) lorsqu'elles peuvent être déterminées à l'avance, dans leur montant et leur étendue - dépenses d'investissement. Les dépenses communes sont portées au débit d'un compte spécial - le compte prorata - et réparties au prorata des situations cumulées de chaque entreprise, lorsqu'elles ne peuvent être déterminées à l'avance (principalement consommation d'eau et d'électricité sur le chantier).

Il faut distinguer les dépenses communes d'investissement et les dépenses de consommation

Les dépenses communes d'investissement...

#### **Elles sont imputées à un lot déterminé**

Fixées à l'avance, dans leur montant et leur étendue, les dépenses communes d'investissement sont imputées à un lot déterminé, soit par les documents contractuels du marché (Cahier des clauses administratives particulières), soit par les documents généraux (1). Elles ne font donc pas partie de ce que l'on appelle le compte prorata. Parmi ces dépenses d'investissement (ou d'équipement) figurent notamment les branchements provisoires, les clôtures, les panneaux de chantier, le bureau de chantier, les sanitaires, les réseaux d'eau et d'électricité, l'éclairage, les dispositifs communs de sécurité.

#### **Elles sont rémunérées par le prix du marché**

Ces dépenses, auxquelles s'ajoutent les dépenses d'entretien, sont réputées rémunérées par le prix du marché. Les titulaires des lots gros œuvre, plomberie et électricité sont essentiellement concernés. Ils doivent donc en tenir compte dans le prix de leur lot.

#### **Elles sont décrites dans la norme Afnor**

Pour les travaux neufs, une liste (2) indique :

- La nature des prestations (par exemple, bureau de chantier) ;
- Le lot qui en a la charge et qui en supporte la dépense (par exemple, gros œuvre) : son titulaire est chargé de la prestation correspondante, qu'il exécute lui-même ou qu'il fait exécuter sous sa responsabilité ;
- Sous réserve des dispositions particulières du marché, le contenu de cette prestation (par exemple, locaux en rapport avec l'importance du chantier comprenant au minimum une salle de réunion et livrés avec le téléphone, le chauffage, l'éclairage et le mobilier).

Les dépenses communes de consommation...

#### **Elles sont portées au débit du compte prorata**

Ces dépenses communes, ne pouvant pas être déterminées à l'avance, sont portées au débit d'un compte spécial - le compte prorata - et réparties au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur.

Elles sont essentiellement les dépenses de consommation d'eau et d'électricité, les consommations téléphoniques non facturées, le nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène, les frais de gardiennage (lorsqu'il est décidé par les entreprises), et toute dépense qui serait portée expressément au débit du compte, soit par les documents contractuels, soit par une décision des entreprises. En d'autres termes, ne doivent figurer au compte prorata que les dépenses pour lesquelles il n'est pas possible de faire autrement, afin de ne pas gonfler inutilement ce compte et d'en alourdir la gestion.

L'imputation des dépenses communes doit être connue dès la remise des prix

Il faut donc que le marché ou une convention entre les entreprises.

### **0.9.1.1.1 Gestion et règlement du compte prorata**

Si la gestion du compte prorata est, en général, confiée au titulaire du gros-œuvre, l'annexe C de la norme Afnor tend à mieux associer les autres entreprises, notamment en étendant les attributions du comité de contrôle qui peut prendre toute décision utile à la détermination des obligations de chaque entreprise et à la bonne gestion du compte.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

Lorsque le marché fait référence à la norme Afnor et en l'absence de convention particulière, les modalités de gestion et de règlement du compte prorata sont fixées par l'annexe C de cette norme.

### **Dépenses du compte prorata**

Les inscriptions au compte prorata doivent être justifiées par les entreprises prestataires au moyen de factures ou d'attachements. Ces factures doivent être produites dans les deux mois de la réalisation de la prestation et au plus tard 15 jours après la réception des travaux (6).

### **Recettes du compte prorata**

En début de chantier, un budget prévisionnel est arrêté par accord entre les entrepreneurs de manière à fixer le pourcentage permettant de déterminer l'acompte à verser à la personne chargée de la tenue du compte prorata.

### **Tenue du compte**

La personne chargée de la tenue du compte établit les factures ou appels de fonds :

- Sur la base des montants des marchés de chaque entrepreneur communiqués par le maître d'œuvre, s'il est décidé de constituer un fonds de roulement,
- Puis mensuellement ou trimestriellement, sur la base des situations de travaux réalisés par chaque entreprise dont les montants sont communiqués par le maître d'œuvre.

### **Gestion et information**

Le montant des factures présentées par chaque entreprise prestataire est porté à son crédit dans le compte de répartition établi par la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Tous les deux mois, le gestionnaire du compte dresse un état des dépenses et des recettes et le porte à la connaissance de tous les entrepreneurs.

### **Solde et répartition définitive**

Le solde du compte prorata et sa répartition définitive sont établis, après la réception des travaux, par le gestionnaire du compte.

La répartition est faite au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur.

Le solde et sa répartition sont communiqués à chaque entreprise qui dispose de 15 jours pour faire connaître par écrit ses observations. Passé ce délai, le solde et sa répartition ainsi que les observations reçues sont soumis au comité de contrôle qui dispose de 21 jours pour faire connaître sa décision.

Ensuite, le gestionnaire du compte émet les factures ou les avoirs, au débit ou au crédit de chaque entreprise. Ces factures ou avoirs comprennent la TVA au taux applicable.

## 0.9.2 PANNEAU DE CHANTIER ET SIGNALISATION

### **1) Panneau de chantier**

Conformément à l'article A424-8 du Code de l'urbanisme précise les informations qui doivent figurer sur le panneau de chantier après l'accord du permis de construire. Selon cet article, le panneau doit contenir les informations suivantes :

- La référence du dossier ;
- La date d'obtention du permis de construire ;
- Le nom ou la raison sociale du bénéficiaire du permis de construire ;
- L'identifiant du permis de construire ;
- La nature des travaux ;
- L'adresse de la mairie où le dossier a été déposé ;
- Le panneau doit être installé sur le terrain dès la réception de la notification de l'arrêté ou dès la date à laquelle le permis est validé tacitement (absence de réponse de l'administration deux mois après le dépôt de la demande selon l'article R 424-1 du Code de l'urbanisme) 1234. Il doit être visible depuis la voie publique et maintenu pendant toute la durée des travaux.

### **Dimensions du panneau de chantier :**

Suivant les articles A.424-15 à A.424-19 du Code de l'urbanisme précisent les dimensions et les caractéristiques des panneaux de chantier. Selon l'article A.424-17, la surface minimale du panneau doit être d'un mètre carré (1 m<sup>2</sup>) et les lettres indiquant le nom du bénéficiaire et l'objet des travaux doivent mesurer au moins 8 centimètres de hauteur. Généralement celui utilisé est celui de marchands de matériaux au format de 1200 x 800 mm en polypropylène alvéolaire, du PVC ou de l'Akilux .

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### **2) Panneaux de sécurité**

En revanche, pour les panneaux de sécurité, ils disposent d'un format plus classique, soit de 30×40 cm, soit de 60×80 cm soit de 60×40 cm. On utilise aussi le PVC ou l'acier galvanisé pour imprimer les inscriptions.

### **0.9.3 ÉCHAFAUDAGE - COORDINATION INTER-ENTREPRISES -**

Chaque entreprise d'un ou plusieurs lots doit les matériels appropriés pour le levage et ceux de manutention, ainsi que les échafaudages qui auront été révisés et qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux (matériels non imputables au compte prorata). Il appartient à l'entreprise "adjudicataire" de chacun des lots de se rapprocher de l'entreprise "adjudicataire" ayant un échafaudage qu'il pourrait profiter pour l'utilisation de ses matériels de levage. Les frais éventuels seront à débattre entre les entreprises. L'entreprise "adjudicataire" est tenu pour responsable et devra être assuré en cas d'accident.

### **0.9.4 NETTOYAGE DE CHANTIER**

#### **0.9.4.1 NETTOYAGE**

Chaque entreprise d'un ou de plusieurs lots du présent projet est tenu, en propre, de ramasser ses gravois et ceci au fur et à mesure de l'avancement, il doit procéder au nettoyage ou à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées. Les nettoyages intérieurs avant la réception seront exécutés par le lot Peinture. Les nettoyages extérieurs avant la réception seront imputés au lot Gros-œuvre. Si l'état de propreté est jugé insuffisant. La maîtrise d'œuvre pourra faire procéder aux enlèvements et nettoyages par un tiers. Les frais engagés seront supportés par les entreprises réputés fautifs, ou s'il y a lieu seront imputés au compte prorata.

##### **0.9.4.1.1 Gravois courants de chantier**

L'entreprise du lot de Gros-Œuvre a à sa charge la mise en place des moyens nécessaires à l'évacuation des gravois (goulottes, lits de chantier) et leur évacuation périodique aux décharges publiques.

Tous ces moyens sont mis à la disposition des entreprises des différents lots qui doivent, pour ce qui les concerne, et qu'après un tri sélectif d'évacuer leurs gravois à la benne appropriée.

##### **0.9.4.1.2 Nettoyages en cours de chantier**

L'entreprise du lot de Gros-Œuvre a à sa charge les nettoyages généraux du chantier (circulations, escaliers, accès et abords) qui doivent s'exécuter chaque jour.

Les entreprises des autres Corps d'État ont à leur charge tous les nettoyages des lieux où elles interviennent, y compris évacuation des gravois comme indiqué ci-dessus. Ils devront également nettoyer leurs ouvrages au fur et à mesure de leur finition et poser les protections sur les ouvrages fragiles qu'elles devront ensuite déposer et évacuer en fin de travaux.

En cas de carence de certains entreprises, le maître d'œuvre peut décider, par simple mention sur le compte rendu de chantier, de faire exécuter les nettoyages par un autre intervenant extérieur du chantier, voire un intervenant extérieur et de l'imputer par quotes-parts aux adjudicataires en cause.

#### **0.9.4.2 GRAVOIS**

##### **0.9.4.2.1 Bennes à gravois**

Mise à disposition pour tous les Corps d'État de bennes à gravois avec un tri pré-sélectif (cartons, minéraux, métaux, plastiques, peintures, etc.). Évacuation suivant rythme des travaux. Emplacement dans l'enceinte de la zone chantier, tout remplissage sauvage est de la responsabilité de l'entreprise dit responsable. Les bennes sont gérées par le lot Gros-Œuvre et au frais du compte prorata.

##### **0.9.4.2.2 Coordination avec les équipements ultérieurs**

Dans la mesure où ils interviennent après les travaux de finition, les installateurs du mobilier et des divers équipements ont à leur charge l'évacuation de leurs emballages et les nettoyages des locaux en fonction de leur intervention.

Dans le cas où il y aurait d'autres interférences avec les entreprises du présent projet, un protocole précisera les conditions d'intervention et la quote-part de nettoyages et d'évacuation de gravois qu'ils auront à prendre en charge.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### **0.9.4.2.3 Cas d'interventions différées**

Tout entreprise d'un ou plusieurs lots qui aura à intervenir postérieurement au nettoyage des locaux, soit pour des essais, soit pour des finitions ou des levées de réserves, avant ou après la réception, prendra en charge tous les nettoyages consécutifs à ses interventions.

## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

### 0.10 LIVRAISON DES OUVRAGES

#### 0.10.1 PROTECTION DES OUVRAGES

##### 0.10.1.1 PROTECTION DES OUVRAGES

###### 0.10.1.1.1 Protection par chaque entreprise

Chaque entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages. Tous les frais entraînés par la suite de dégradations ou détournements seront supportés intégralement par l'entreprise "adjudicataire" défaillant. Tous les éléments utilisés pour la construction, installation ou équipement quelconque (sauf fers à béton, métaux non ferreux ou métallisés) seront livrés sur chantier, revêtus, après nettoyage et brossage, sur toutes leurs parties (également celles destinées à être scellées, cachées ou inaccessibles après la pose), au minimum d'une couche de peinture ou de produit approprié qui constituera une protection efficace et durable contre l'humidité et l'oxydation.

La peinture ou le produit employé devra être compatible avec la peinture éventuelle définitive et être préalablement soumis à l'agrément de la maîtrise d'œuvre. En cas d'absence d'agrément, de protection insuffisante, de détérioration à l'exécution de la peinture définitive, ou de non-conformité, la maîtrise d'œuvre pourra sans supplément de prix, imposer l'exécution d'une couche supplémentaire ou une reprise complète. Les matériaux de protection utilisés seront retirés et évacués par les soins de l'entrepreneur, selon les besoins et au plus tard en fin de chantier.

#### 0.10.2 RÉCEPTION DES SUPPORTS

##### 0.10.2.1 RÉCEPTION DES SUPPORTS

###### 0.10.2.1.1 Réception des supports par chaque entreprise

Les DTU précisent les tolérances, planimétries, états des surfaces, arases, etc, des différents ouvrages. Lorsque ces ouvrages constituent le sujet d'une prestation d'un autre entreprise.

L'entreprise d'un ou plusieurs lots est tenu de réceptionner avant tout commencement de ses travaux, les supports sur lesquels il intervient. Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de le signaler, par écrit à la maîtrise d'œuvre, qui décide des mesures à prendre. Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports seront déduits du compte de l'entreprise dit défaillant. Par le fait de soumissionner, les entreprises s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage de la maîtrise d'œuvre. L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

#### 0.10.3 RÉCEPTION DES OUVRAGES

##### 0.10.3.1 ENTRETIEN DES OUVRAGES AVANT RÉCEPTIONS

###### 0.10.3.1.1 Entretien des ouvrages

En fin de chantier, l'entreprise "adjudicataire" procédera à la révision complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté. L'entreprise "adjudicataire" donnera à ses ouvrages les jeux nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, jusqu'à réception et chaque fois que cela s'imposera. Durant la période de garantie contractuelle, l'entreprise "adjudicataire" devra procéder à l'entretien de ses ouvrages, donner les jeux nécessaires et assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux.

Tous les frais de raccords, de réfection de remise en peinture et de nettoyage suite à la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage sera également à la charge de l'entrepreneur, y compris durant la période de garantie contractuelle.

##### 0.10.3.2 RÉCEPTION DE TRAVAUX

###### 0.10.3.2.1 Principe des réceptions de travaux

Du fait du contrat, l'entreprise "adjudicataire" est tenu de livrer l'objet de son travail. La réception sera unique. Un procès-verbal sera dressé et deviendra acte contradictoire par lequel le maître d'ouvrage donnera quitus à l'entreprise de l'exécution



## CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

de ses ouvrages.

### 0.10.4 CONTRÔLES, VÉRIFICATIONS, RÉCEPTIONS

#### 0.10.4.1 PROCÈS VERBAUX D'ESSAIS ET JUSTIFICATIFS

##### 0.10.4.1.1 P.V. acoustiques

L'entreprise "adjudicataire" fournira les PV d'essai de tous les matériaux et ouvrages pour lesquels des performances acoustiques sont requises, soit par réglementation, soit par le CCTP (inclus notamment l'isolement aux bruits d'impact et le coefficient d'absorption). Ces PV d'essai seront réalisés conformément aux normes françaises en vigueur. Les PV d'essai en laboratoire devront être récents (de moins de trois ans).

##### 0.10.4.1.2 P.V. de résistance au feu

L'entreprise "adjudicataire" fournira les PV d'essai, en cours de validité, de tous les matériaux, matériels et ouvrages pour lesquels un degré de résistance au feu ou de comportement de réaction au feu est exigé, soit par réglementations et normes de sécurité, soit par le CCTP ou éventuellement le rapport sécurité incendie établi par le bureau de contrôle.

##### 0.10.4.1.3 Justification des P.V.

L'entreprise "adjudicataire" justifiera par tout moyen reconnu que les PV d'essai correspondent à ses ouvrages exécutés, ainsi qu'aux matériaux et matériels utilisés.

#### 0.10.4.2 CONTRÔLE DES NORMES

##### 0.10.4.2.1 Contrôle des DTU

Les contrôles et vérifications sont effectués conformément aux méthodes indiquées dans les ouvrages et DTU publiés de l'Association Française de Normalisation. A la livraison, le contrôle porte sur l'origine, le classement, l'épaisseur et les Normes des matériaux afin de s'assurer qu'ils sont conformes au présent Devis Descriptif et aux échantillons agréés. A la mise en œuvre des matériaux, les contrôles permettent de s'assurer que les règles d'exécution de DTU ont été observées.

### 0.10.5 NETTOYAGE

#### 0.10.5.1 NETTOYAGE DU CHANTIER ET ENLÈVEMENT DES GRAVOIS

##### 0.10.5.1.1 Nettoyage du chantier

Chaque entreprise "adjudicataire" est tenue, en propre, de ramasser, manutentionner et enlever ses propres gravois et ceci au fur et à mesure de leur production et doit procéder au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Dans le cas où des rappels verbaux resteraient sans effet, la maîtrise d'œuvre pourra faire exécuter, trois jours après une mise en demeure avec accusé de réception, un nettoyage sur l'emprise considérée, par une entreprise de son choix aux frais de l'entreprise "adjudicataire" concerné, qui s'engage par le présent document à les régler, ou à défaut qui viendrait en déduction de son décompte travaux et réglé directement par la maîtrise d'œuvre.

L'enlèvement des gravois se fera avec les protections nécessaires vis-à-vis du public. Les nettoyages, avant réception, sont exécutés par l'entreprise "adjudicataire" du lot gros-œuvre dans le cadre du compte prorata. Les nettoyages, durant le cours des travaux, sont exécutés par chaque entrepreneur concerné, autant de fois qu'il est nécessaire ou sur simple demande de la maîtrise d'œuvre.

Tous matériaux ou matériels abandonnés par les entreprises "adjudicataires" sur le chantier en dehors des points et des périodes d'utilisation sont considérés comme des gravois. Ainsi les entreprises "adjudicataires" ne pourront déposer aucune plainte, ni ne demander aucune indemnité du fait de l'enlèvement de ces matériels et matériaux abandonnés et enlevés par des équipes de nettoyage.

## **CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS**

### **0.10.5.2 NETTOYAGE DES VOIRIES ET ABORDS**

#### **0.10.5.2.1 Nettoyage des abords**

L'entreprise "adjudicataire" du lot Gros-œuvre doit prendre toutes les précautions pour éviter de salir les voiries et abords du chantier. Il doit exécuter le nettoyage journalier de ces voiries et abords ainsi que les réparations de toutes les dégradations causées aux ouvrages de la voie publique pendant la durée du chantier. Les frais en résultant sont à sa charge.

### **0.10.5.3 NETTOYAGE DES OUVRAGES**

#### **0.10.5.3.1 Nettoyage des ouvrages**

Après exécution de ses travaux, l'entreprise "adjudicataire" doit le nettoyage de ses ouvrages ainsi que l'enlèvement de toutes les projections provenant de ceux-ci. Ces nettoyages sont effectués au moyen de produits appropriés de manière à ne pas altérer les ouvrages. Chaque entreprise "adjudicataire" a à sa charge la démolition et l'enlèvement de ses protections provisoires, et ce à une date la plus proche possible de la réception. L'entreprise du lot Gros-œuvre doit déposer les installations de chantier sur simple demande de la maîtrise d'œuvre.

## **0.10.6 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS**

### **0.10.6.1 DOCUMENTS POUR LES DOE**

Les documents nécessaires seront remis en quatre exemplaires dont un reproductible en ce qui concerne les plans. Ces documents comprennent :

- Note de calcul, plans et schémas des ouvrages conformes à l'exécution, et particulièrement les plans des installations techniques et des réseaux de canalisations de tous les fluides, y compris réseaux d'évacuation ;
- Bordereaux d'approbation du Bureau de Contrôle ;
- Procès-verbaux d'essais et d'analyse ;
- Listes des matériels et équipements y compris coordonnées des fournisseurs ;
- Fiches techniques, notices de fonctionnement et d'entretien des installations et équipements en langue française ;
- Certificats de conformité ;
- Certificats de garantie ;
- Attestations de versement des primes d'assurances pendant la durée de l'exécution des travaux ;
- Documents particuliers signalés au CCTP et éventuellement au CCAP.

A la réception des travaux, le maître de l'Ouvrage ou son représentant prend en charge la conduite, la maintenance et l'entretien des installations.

Il appartient à l'installateur d'informer l'utilisateur sur le fonctionnement de l'installation, sur sa conduite et sur les travaux de maintenance et d'entretien qui sont un gage de pérennité des ouvrages.

L'information verbale de l'utilisateur sur le site pendant la durée nécessaire devra s'appuyer sur les documents écrits ou graphiques suivants :

#### **0.10.6.1.1 D.O.E. (dossier des ouvrages exécutés)**

Le Dossier des Ouvrages Exécutés sera constitué de l'ensemble des documents d'exécution qui auront été mis à jour en fin de chantier en fonction des modifications apportées en cours de chantier, à savoir. Résumé de calculs, plans d'exécution mis à jour, schémas de principe. Ces documents seront complétés par la nomenclature des matériels installés, les notices techniques des matériels installés, les certificats de conformité des installations exécutées.

### **0.10.6.2 DOCUMENTS POUR LES DIUO**

#### **0.10.6.2.1 D.I.O.U. (dossier d'interventions ultérieures sur les ouvrages) comprenant**

- La notice de fonctionnement expliquera en termes simples et concis la procédure de mise en service de fonctionnement et de mise à l'arrêt des installations. Elle décrira la fonction des organes principaux, la fonction et l'action des organes de régulation, de sécurité, etc.

Elle reprendra en termes simples et adaptés la procédure de programmation des installations (les notices des constructeurs étant habituellement trop généralistes).

- La notice d'entretien décrira les travaux de maintenance et d'entretien sur chacun des organes des installations ainsi que

## **CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS**

leur fréquence. Cette notice rédigée par l'installateur sera présentée sur un document unique sous forme de tableau (les notices d'entretien des fabricants des différents équipements, même regroupés, étant généralement trop compliquées à exploiter).

Cette notice devra notamment expliquer clairement les précautions à prendre en matière de sécurité lors des travaux d'entretien.

### **0.10.7 GARANTIES**

#### **0.10.7.1 GARANTIE DÉCENNALE**

Elle s'applique pour tous les dommages qui :

- Soit compromettent la solidité du bâtiment ;
- Soit affectent les éléments d'équipement rendant le bâtiment impropre à sa destination (usage normal) ;
- Soit affectent les éléments d'équipement "indissociables" (faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert. Un élément d'équipement est considéré comme formant indissociablement corps avec l'un des ouvrages mentionnés précédemment lorsque sa dépose, son démontage ou son remplacement ne peut s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage.

La durée est de 10 ans à compter de la réception des travaux.

#### **0.10.7.2 GARANTIE BIENNALE (GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT)**

Elle s'applique aux éléments d'équipement "dissociables".

La durée est de 2 ans à compter de la réception des travaux.

#### **0.10.7.3 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT**

La garantie de parfait achèvement s'étend à tous les désordres apparents signalés par le maître d'ouvrage lors de la réception de travaux.

La durée est de 1 an à compter de la réception des travaux.